Étude de faisabilité portant sur l'estimation des dépenses en immobilisation et en réparation dans les territoires de conférence régionale des élus de la Montérégie

www.stat.gouv.qc.ca

Institut de la statistique du Québec

RÉGIONS

Québec

Étude de faisabilité portant sur l'estimation des dépenses en immobilisation et en réparation dans les territoires de conférence régionale des élus de la Montérégie

Avril 2008

La présente étude a été réalisée par :

Dominique Bois
Économiste
Analyse et rédaction

Sous la direction de :

Camille Courchesne
Directeur
Direction des statistiques économiques et sociales

Remerciements

Merci à Danielle Bilodeau, Yrène Gagné, Stéphane Ladouceur et Audrey Leclerc pour leurs commentaires et conseils judicieux.

Renseignements additionnels

Pour tout renseignement concernant cette étude, communiquez avec :

Dominique Bois, économiste
Direction des statistiques économiques et sociales
Téléphone : 418 691-2411, poste 3182
Courriel : dominique.bois@stat.gouv.qc.ca

Abréviations

CRÉ	Conférence régionale des élus
EDI	Enquête sur les dépenses en immobilisation
ISQ	Institut de la statistique du Québec
MRC	Municipalité régionale de comté
SCIAN	Système de classification des industries de l'Amérique du Nord

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible
...	N'ayant pas lieu de figurer
-	Néant ou zéro
%	Pour cent
x	Donnée confidentielle
k	Milliers

Table des matières

Table des matières 3

Introduction 5

Grandes lignes de la méthode 7

Données sources 11
Chiffres contrôles 11
Microdonnées d'enquête 11
Allocateurs 12

Analyse de la qualité 15
Données québécoises 15
Données régionales 15
Données des CRÉ 15

Schémas de confidentialité 17

Conclusion 19

Bibliographie 23

Annexe 1 – Chiffres de contrôle 25

Annexe 2 – Tableaux des résultats 29
CRÉ Montérégie Est 29
CRÉ Longueuil 33
CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent 37

Annexe 3 – Tableau résumé 41

Introduction

L'Institut de la statistique du Québec (ISQ) a reçu, de la part du ministère des Affaires municipales et des Régions du Québec, le mandat de produire des statistiques selon le découpage territorial des trois conférences régionales des élus (CRÉ) de la Montérégie. Parmi les indicateurs visés, les dépenses en immobilisation ont été désignées comme une variable nécessaire pour appuyer les CRÉ dans l'exercice de leur mission.

Conscient des contraintes méthodologiques associées à la production de telles données, l'ISQ a pris l'engagement de réaliser une étude de faisabilité afin de répartir les dépenses en immobilisation par territoire de CRÉ de la Montérégie.

Le présent rapport expose les résultats des travaux effectués en vue de réaliser le mandat décrit. En plus d'y proposer une méthode de répartition des dépenses en immobilisation, nous avons élaboré un indicateur du poids porté par l'allocateur. Cet indicateur peut se révéler un outil précieux lors de l'analyse des données désagrégées. Nous proposons aussi des règles visant à respecter la confidentialité dans les tableaux des résultats tout en maximisant la quantité d'information diffusable.

Grandes lignes de la méthode

L'ISQ produit, depuis plusieurs années, des données d'investissement relatives aux régions administratives du Québec à partir des données de l'enquête sur les dépenses en immobilisation de Statistique Canada. Le défi consiste à répartir les dépenses en immobilisation de la Montérégie entre les territoires de conférence régionale des élus.

La méthode de régionalisation des dépenses en immobilisation utilisée par l'ISQ est basée sur un système de répartition qui repose en partie sur les microdonnées d'enquête et en partie sur différents allocateurs.

L'enquête de Statistique Canada n'ayant pas été conçue pour produire des statistiques à ce degré de désagrégation, l'échantillon sélectionné ne tient pas compte de la répartition par région administrative. Bien que, concernant l'ensemble du Québec, on s'assure que chaque sous-secteur soit représenté par un nombre suffisant d'établissements, on ne peut faire de même à l'échelle des régions administratives. Ce fait est encore plus problématique lorsque l'on veut étudier un territoire restreint.

Outre le problème de la représentativité, une autre lacune vient limiter l'utilisation que l'on peut faire des données enquêtées : il n'est pas possible d'attribuer une région d'appartenance à tous les enregistrements des microdonnées. Certains répondants à l'enquête déclarent leurs dépenses concernant l'ensemble du Québec (ex. : une grande chaîne de restaurants qui possède des établissements à la grandeur du Québec pourrait déclarer l'ensemble de ses dépenses comptabilisées à son siège social situé à Montréal). Cela se produit particulièrement souvent dans le secteur tertiaire, contrairement aux secteurs de la fabrication où il est plus facile de rattacher les investissements au lieu de production.

Même lorsque l'échantillon n'est pas représentatif des régions administratives, nous supposons qu'une donnée enquêtée à laquelle on peut rattacher une région a davantage de potentiel explicatif qu'une donnée allouée. Les enregistrements des microdonnées qui peuvent être rattachés à une région sont donc utilisés afin de diminuer le recours à un allocateur.

Le principe de base de la méthode de répartition régionale s'exprime par l'équation suivante :

Pour une industrie i,

$$VA_i = [(Cc_i - \Sigma \text{Éch}_i^{RA}) \text{ X } AL_i] + \Sigma \text{Éch}_i^{ra}$$

où :

VA désigne la variable étudiée pour la région visée,
Cc désigne le chiffre de contrôle,
Éch^{RA} désigne les enregistrements de l'échantillon qui peuvent être rattachés à une région,
Éch^{ra} désigne les enregistrements de l'échantillon rattachés à la région visée et
AL désigne l'allocateur exprimé en pourcentage.

Les différentes variables étudiées sont :

- les immobilisations en construction;
- les immobilisations en machinerie et équipement;
- les réparations aux constructions;
- les réparations à la machinerie et aux équipements.

Ce calcul est appliqué à chacune des régions et à chacun des sous-secteurs industriels, au plus fin degré de détail disponible. À chaque sous-secteur est appliqué un allocateur approprié. Cette même méthode sera appliquée afin de répartir les dépenses de la région administrative de la Montérégie entre les trois territoires des CRÉ.

L'exemple fictif suivant illustre la méthode utilisée :

On cherche à répartir en trois régions les immobilisations en construction d'un secteur d'activité. Ces dépenses ont déjà été estimées à 1 200 $ pour l'ensemble des trois régions. L'échantillon issu de l'enquête se présente comme suit :

Établissements du secteur i	Région	Dépenses déclarées ($)
Établissement 1	Région 1	25
Établissement 2	Région 1	100
Établissement 3	Région 2	400
Établissement 4	Région 2	0
Établissement 5	Région indéterminée	300
Établissement 6	Région indéterminée	250
Somme de l'échantillon		1 075

L'allocateur utilisé correspond à la valeur des permis de bâtir qui, pour le secteur i, se répartit ainsi entre les régions :

région 1 : 25 %;
région 2 : 50 %;
région 3 : 25 %.

Pour estimer les dépenses du secteur i de la région 2 , on applique la formule.

$$VA_i = [(Cc_i - \Sigma\ Éch_i^{RA})\ X\ AL_i] + \Sigma\ Éch_i^{ra}$$

Le chiffre de contrôle (Cc_i) est celui que l'on cherche à répartir et correspond aux dépenses de l'industrie visée pour l'ensemble des trois régions, soit 1 200 $. La somme des dépenses des établissements de l'échantillon ($Éch_i^{RA}$) pouvant être rattachés à une région correspond à 525 $ (25 + 100 + 400). L'allocateur (AL_i) accorde à la région visée 50 % de la valeur à allouer. La somme des dépenses des établissements de l'échantillon rattachés à la région visée ($Éch_i^{ra}$) correspond à 400 $.
Ainsi :

VA_i = [(1200-525) X 50 %] + 400
VA_i = 737,5

En appliquant la même formule aux trois régions, on obtient les résultats suivants :

Région	Valeur échantillonnée $	Valeur estimée $
Région 1	125	293,75
Région 2	400	737,50
Région 3	0	168,75
Région indéterminée	550	-
Total	1 075	1 200

Données sources

Chiffres contrôles

Les estimations québécoises des dépenses en immobilisation et en réparation sont issues de l'enquête sur les dépenses en immobilisation de Statistique Canada. À partir de ces données, l'Institut de la Statistique du Québec produit des estimations relatives aux régions administratives du Québec.

Les données détaillées par secteur d'activité servent de chiffres de contrôle à répartir entre les régions. Alors que les dépenses québécoises par secteur constituent les chiffres de contrôle dans la répartition par région administrative, les dépenses de la Montérégie par secteur constituent les chiffres de contrôle dans la répartition par territoire de CRÉ. La somme estimée des dépenses en immobilisation et en réparation de chacun des secteurs d'activité des trois CRÉ de la Montérégie correspondra *de facto* aux chiffres de contrôle de chaque secteur d'activité. Les données utilisées sont celles qui figurent dans les tableaux de l'annexe 1.

Les données confidentielles qui ont été masquées, soit par regroupement ou par suppression, sont connues de l'ISQ et utilisées aux fins du calcul. Celles-ci seront masquées à nouveau lors de l'application des règles de confidentialité dans les tableaux finaux.

Microdonnées d'enquête

Les microdonnées sont transmises à l'Institut de la statique du Québec par Statistique Canada lors de la diffusion annuelle. Le fichier comprend plusieurs champs contenant des informations sur l'identité, le secteur d'activité et les dépenses en immobilisation de chaque établissement enquêté.

À l'aide de ces informations, l'ISQ attribue un code (1 à 17) à chaque répondant auquel on peut rattacher une région administrative. Les établissements multirégionaux ou dont on ne peut établir la région d'appartenance se voient attribuer le code 0 et ne sont pas pris en compte dans la régionalisation. Plus le nombre d'établissements auquel on attribue une région est grand, moins le poids porté par l'allocateur est grand.

Aux fins de la présente étude, un codage supplémentaire est réalisé. Les établissements déjà désignés comme faisant partie de la Montérégie sont codés de nouveau selon les trois territoires des CRÉ.

Allocateurs

Les allocateurs servent ici à répartir géographiquement les chiffres de contrôle par région ou, dans le cas présent, par territoire de CRÉ. Il s'agit en fait d'un indicateur dont on suppose que le comportement se rapproche de la variable que l'on veut étudier. L'allocateur idéal aurait une corrélation parfaite avec celle-ci et serait disponible selon le découpage territorial recherché.

La nature des dépenses en immobilisation rend difficile la tâche de trouver un allocateur ayant une forte corrélation. La décision d'investir peut être déclenchée par des conditions favorables pour l'ensemble d'un secteur, mais aussi par des facteurs particuliers à chaque entreprise. La difficulté est d'autant plus grande lorsque la région comprend peu d'établissements dans le secteur visé. La décision d'investir d'un seul établissement peut faire une grande différence. C'est pour cette raison que nous essayons de réduire le recours à l'allocateur en utilisant les microdonnées d'enquête.

Différents allocateurs sont utilisés pour répartir les dépenses en immobilisation et en réparation selon les régions administratives. Ces allocateurs diffèrent selon les secteurs d'activité. La corrélation entre ces allocateurs et l'activité d'investissement peut être plus ou moins grande. Rappelons que l'objet de l'allocateur n'est pas d'établir un niveau de dépenses, car celui-ci est déjà mesuré pour l'ensemble du Québec. Il s'agit plutôt de tenir compte de la structure économique du territoire afin de voir comment les dépenses se répartissent entre les régions. Même dans le cas où la corrélation entre l'allocateur et le niveau des dépenses en immobilisation est faible, celui-ci n'est pas sans valeur. On cherche non pas un indicateur qui suivra le niveau d'investissement dans le temps, mais plutôt un indicateur qui reflètera la façon dont se répartit géographiquement cette dépense.

Dans le cas de la répartition par région administrative, les données statistiques servant d'allocateurs sont produites selon le découpage des régions administratives ou des MRC.

Les territoires des CRÉ de la Montérégie peuvent être recréés en additionnant les MRC qui les composent. Toutefois, lorsque les données de ce type ne sont pas disponibles, il faudra utiliser un allocateur différent.

Autant que possible, nous utilisons, pour les CRÉ, les mêmes allocateurs que ceux qui servent à la répartition par région administrative. La liste suivante présente les allocateurs choisis aux fins de la présente étude :

Liste des allocateurs
Conférences régionales des élus de la Montérégie

Secteur et sous-secteur (SCIAN)	Allocateur
Agriculture, foresterie, pêche et chasse (11)	Produit intérieur brut
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz (21)	Dépenses d'exploitation minérale, de mise en valeur et d'aménagement du complexe minier
Services publics (22)	Produit intérieur brut
Construction (23)	Valeur des permis de bâtir
Fabrication (31, 32, 33)	Expéditions manufacturières
Commerce de gros et de détail (41, 44, 45)	Valeur des permis de bâtir
Transport et entreposage (48, 49)	Valeur des permis de bâtir et produit intérieur brut
Information et culture (51)	Valeur des permis de bâtir et produit intérieur brut
Finance et assurances (52)	Valeur des permis de bâtir
Services immobiliers et services de location et de location à bail (53)	Valeur des permis de bâtir
Services professionnels scientifiques et techniques (54)	Valeur des permis de bâtir
Gestion de sociétés et d'entreprises (55)	Valeur des permis de bâtir
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement (56)	Valeur des permis de bâtir
Services de l'enseignement (61)	Produit intérieur brut
Soins de santé et assistance sociale (62)	Enquête sur les investissements publics au Québec (ISQ)
Arts, spectacle et loisirs (71)	Valeur des permis de bâtir
Hébergement et services de restauration (72)	Valeur des permis de bâtir
Autres services, sauf les administrations publiques (81)	Valeur des permis de bâtir
Administrations publiques (91)	Produit intérieur brut
Logement	Valeur des permis de bâtir, secteur résidentiel

Analyse de la qualité

La qualité des données estimées relativement à chacune des CRÉ est largement tributaire des données servant à établir les niveaux d'investissement au Québec et à les répartir par région administrative et, ultimement, par territoire de CRÉ. Une chaîne étant aussi faible que le plus faible de ses maillons, la solidité des données par CRÉ de la Montérégie dépend à la fois de celle des données québécoises et régionales.

Données québécoises

Statistique Canada produit, pour chaque estimation, des coefficients de variation[1] qui permettent de juger de la précision des résultats. Un coefficient de variation élevé indique une précision moindre.

Données régionales

Compte tenu de la méthodologie utilisée, il n'est pas possible de produire des coefficients de variation relativement aux données des régions administratives. Toutefois, les résultats des estimations régionales font l'objet d'une analyse serrée. Aussi, une attention particulière est accordée aux écarts par rapport à la moyenne des données historiques. Différents seuils de sensibilité peuvent être appliqués selon les secteurs d'activité et les régions. L'examen attentif des microdonnées d'enquête et d'autres sources d'information permettent la plupart du temps d'expliquer les écarts.

Données des CRÉ

Le peu de données historiques dans le cas des CRÉ complique la tâche de validation des résultats. La qualité des estimations peut être différente d'une industrie à une autre. Il serait utile d'avoir un indicateur de la fiabilité des résultats.

Toujours suivant l'hypothèse selon laquelle une donnée enquêtée est préférable à une donnée allouée, nous avons élaboré un indicateur du poids de l'estimation porté par l'allocateur. Moins le poids de l'allocateur est élevé, plus l'estimation est basée sur des données enquêtées. Un poids d'allocateur élevé ne signifie pas nécessairement que la

---

[1] Pour obtenir davantage de détails sur l'utilisation des coefficients de variation par Statistique Canada, veuillez consulter la section « Méthodologie » de la publication de Statistique Canada *Investissements privés et publics au Canada* (N° 61-205-XIF au catalogue).

donnée n'est pas fiable, mais cela incitera l'analyste à une plus grande prudence dans l'interprétation des données en portant une plus grande attention à l'allocateur utilisé.

Par exemple, un poids d'allocateur de 25 % signifie que 75 % du chiffre de contrôle est réparti à l'aide des données enquêtées et 25 %, à l'aide de l'allocateur.

Pour simplifier la lecture des résultats, quatre cotes indiquent le poids porté par l'allocateur, soit :

A : poids de l'allocateur de 0 à 25 %;
B : poids de l'allocateur de 25 % à 50 %;
C : poids de l'allocateur de 50 % à 75 %;
D : poids de l'allocateur de 75 % à 100 %.

Pour un secteur d'activité donné, le poids de l'allocateur de chacune des CRÉ de la Montérégie sera identique, puisque l'allocateur doit être appliqué sur les données de l'ensemble de la Montérégie.

Schémas de confidentialité

L'obligation de confidentialité à l'égard des renseignements recueillis est imposée à l'Institut par sa loi constitutive. En effet, la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (L.R.Q., c. I-13.011) stipule que tous les employés de l'Institut, quel que soit leur statut d'emploi, ainsi que toutes les personnes dont les services sont retenus pour remplir un mandat, ne peuvent révéler un renseignement qui a été obtenu en vertu de la Loi sur l'Institut et qui peut être rattaché à une personne, à une entreprise, à un organisme ou à une association en particulier.

Afin de préserver cette confidentialité, nous masquons ou regroupons certaines données. Nous proposons ici des règles visant à respecter la confidentialité dans les tableaux des résultats, tout en maximisant la quantité d'informations diffusables.

La méthode de répartition que nous employons fait appel à des données confidentielles et d'autres non confidentielles. Le fait que nous devions protéger la confidentialité des données enquêtées par Statistique Canada est évident. Toutefois, une question se pose : doit-on aussi protéger les informations que l'on établit à l'aide d'un allocateur?

Imaginons une situation hypothétique où seulement deux entreprises ont des activités dans un secteur donné. Si ces deux entreprises ont été enquêtées et que l'on peut leur rattacher une région, la répartition serait faite essentiellement grâce aux microdonnées (le poids de l'allocateur serait de 0). Dans ce cas, divulguer les données de ce secteur permettrait à chacune des entreprises de connaître les investissements de son concurrent.

Si aucune des entreprises n'a été enquêtée, la répartition serait faite essentiellement à l'aide d'un allocateur (le poids de l'allocateur serait de 100 %). En admettant que l'allocateur utilisé soit extrêmement performant et que nous puissions établir avec certitude le niveau d'investissement de ce secteur, la confidentialité serait dans ce cas aussi compromise. Toutefois, comment fait-on pour le déterminer puisque nos données sources ne nous permettent de connaître ni le niveau d'investissement de chacun des établissements du secteur ni le degré d'exactitude de l'allocateur.

Soulignons que la situation précédente est très hypothétique et risque peu de se produire. Il n'existe probablement pas d'allocateur parfait et le degré d'agrégation des secteurs d'activité diffusé diminue les risques de se retrouver avec un ou deux joueurs dans un secteur. Ce que nous devons protéger, c'est la confidentialité des données des répondants à l'enquête. Ainsi, les données réparties entièrement à l'aide d'un allocateur ne feront pas l'objet d'un traitement relatif à la confidentialité, à moins que cet allocateur ne soit lui-même confidentiel.

Il reste les nombreux cas où les données sont réparties à la fois à l'aide d'un allocateur et des microdonnées. Nous proposons d'établir une zone de confort où le poids de l'allocateur sera suffisant pour éviter la divulgation des données enquêtées. En l'occurrence, si le poids de l'allocateur se situe entre 0 et 25 %, il sera considéré insuffisant à lui seul pour éviter la divulgation de données confidentielles. Il faudra alors prendre des mesures pour s'assurer du respect de la confidentialité.

Dans le même ordre d'idées, si le poids de l'allocateur se situe entre 75 % et 100 % et que l'allocateur utilisé est confidentiel, alors le résultat de la répartition sera aussi confidentiel.

Une mesure supplémentaire visant à diminuer le risque de divulgation consistera à tenir le poids de l'allocateur confidentiel. Seule une cote de A à D sera diffusée, tel que nous l'avons décrit précédemment. Dans le même esprit, le détail des règles de confidentialité et la façon dont elles sont appliquées demeurera confidentiel.

Conclusion

Nous avons proposé une méthode de répartition des dépenses en immobilisation applicable aux territoires de CRÉ de la Montérégie. Elle utilise les mêmes principes que la méthode de répartition des données québécoises par région administrative. Elle est, en quelque sorte, un prolongement de celle-ci.

Un des défis consistait à présenter des données à un degré de détail suffisant pour les besoins des utilisateurs, tout en préservant la confidentialité des répondants à l'enquête de Statistique Canada. Nous avons choisi de conserver, dans la mesure du possible, la même présentation et le même degré de détail que ceux des régions administratives.

Les tableaux des résultats obtenus en appliquant cette méthode sont présentés dans l'annexe 2. Voici certains constats qui se dégagent de ces résultats :

De 2004 à 2007, la CRÉ Montérégie Est compte la plus grande part des dépenses en immobilisation de la Montérégie (46,1 %). La CRÉ Longueuil (27,2 %) et la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent (26,7 %) se partagent le reste à part à peu près égale.

Le portrait est sensiblement différent lorsque l'on considère seulement les dépenses en immobilisation du secteur privé non résidentiel. La CRÉ Montérégie Est en recueille 51,3 %, la CRÉ Longueuil, 29,5 % et la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent, 19,2 %.

Les dépenses en immobilisation du secteur de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse sont concentrées à 70,6 % sur le territoire de la CRÉ Montérégie Est.

Les dépenses en immobilisation de l'industrie secondaire sont elles aussi concentrées en forte proportion (63,2 %) sur le territoire de la CRÉ Montérégie

Est. La CRÉ Longueuil (20,0 %) et la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent (16,8 %) se partagent le reste.

La CRÉ Montérégie Est regroupe 43,6 % des dépenses en immobilisation de l'industrie tertiaire, la CRÉ Longueuil, 34,8 % et la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent, 21,7 %.

La part des dépenses en immobilisation dans le secteur du logement est plus élevée sur le territoire de la CRÉ Montérégie Est (43,4%) et de la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent (35,0 %) que sur le territoire de la CRÉ Longueuil. Cela est directement lié à la croissance de la population plus élevée dans ces deux territoires. De 2004 à 2006, la CRÉ Montérégie Est a vu sa population s'accroître de 14 037 habitants, la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent, de 13 393 habitants tandis que celle de la CRÉ Longueuil augmentait de 3 264 habitants.

De 2004 à 2007, dans l'ensemble des secteurs, les dépenses en immobilisation se sont accrus sur le territoire de la CRÉ Longueuil (+ 4,8 %) et de la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent (+ 6,1 %), tandis qu'elles ont diminué de 8,6 % sur le territoire de la CRÉ Montérégie Est.

Il faut être très prudent dans l'interprétation des taux de croissance. Le cycle d'investissement des acteurs économiques peut occasionner de fortes variations annuelles. Un choix différent des années de référence servant à calculer un taux de croissance peut mener à des conclusions divergentes. L'analyse d'une longue période permet de mesurer l'effet des cycles d'investissement. Malheureusement, dans le cas présent, nous sommes limités à une courte période.

On aura tout avantage à comparer ces résultats expérimentaux aux observations des différents acteurs sur le terrain afin de s'assurer que ces résultats soient conformes à la réalité. L'annexe 3 présente un tableau résumé permettant de comparer le poids relatif des trois CRÉ en matière de dépenses en immobilisation selon différents secteurs.

La cote reliée au poids de l'allocateur que nous avons introduit peut aussi donner quelques indications sur la façon dont les données ont été calculées et permettre à l'analyste d'évaluer la précision de notre estimation. Les résultats indiquent que, de manière générale, le poids de l'allocateur est plus faible dans le secteur de la fabrication qu'ailleurs. Cela est lié au fait qu'il est plus facile de rattacher les investissements au lieu de production dans ce secteur d'activité. Ainsi, nos estimations sont basées davantage sur les données enquêtées que sur l'allocateur.

La pertinence de l'allocateur utilisé peut varier d'un secteur à un autre. Aussi, dans la mesure où de nouveaux indicateurs plus précis seront disponibles, des révisions pourront être effectuées. Par exemple, l'allocateur relatif à l'industrie de l'administration publique est le PIB de l'ensemble des industries, car au moment où l'estimation a été effectuée, le PIB par industrie n'était pas disponible. Maintenant que c'est chose faite, lors de la prochaine estimation, nous pourrions remplacer l'allocateur par le PIB de cette industrie en particulier et réviser les données antérieures.

La méthode que nous avons présentée exploite les résultats d'une enquête conçue en vue d'offrir un bon degré de précision à l'échelle provinciale et non pas à un degré plus désagrégé. Les traitements que nous effectuons permettent toutefois d'estimer le niveau des dépenses en immobilisation des régions administratives et des CRÉ de la Montérégie en intégrant d'autres sources de données. À notre avis, cette méthode donne des résultats acceptables à un degré agrégé, mais la précision peut être variable à un degré désagrégé. Obtenir une plus grande précision nécessiterait une meilleure couverture de l'enquête, notamment en augmentant le nombre d'établissements enquêtés dans les territoires des CRÉ de la Montérégie.

Bibliographie

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Investissements publics et privés, Québec et ses régions, perspectives révisées 2003*, 178 p.

STATISTIQUE CANADA, 2007. *Investissement privé et public au Canada : perspectives*, catalogue n° 61-205 XWF, 124 p.

Annexe 1 – Chiffres de contrôle

Dépenses en immobilisation et en réparation de la région administrative de la Montérégie, par secteur et sous-secteur du SCIAN[1], Québec, 2004-2007

Secteur et sous-secteur	Année[2]	Immobilisations			Réparations			Total
		Construction	Machines et équipement	Total	Construction	Machines et équipement	Total	
		k$						
Industrie primaire	**2004**	**74 004**	**83 061**	**157 065**	**43 195**	**90 202**	**133 398**	**290 462**
	2005	**56 042**	**101 993**	**158 035**	**38 937**	**78 987**	**117 924**	**275 959**
	2006	**55 599**	**99 800**	**155 399**	..	..	..	..
	2007	**55 492**	**100 776**	**156 258**	..	..	..	..
Agriculture, foresterie,	2004	70 348	83 061	153 409	43 194	90 202	133 396	286 805
pêche et chasse	2005	55 990	101 979	157 969	38 934	78 953	117 886	275 855
(11)	2006	55 541	99 784	155 324	..	..	..	..
	2007	55 396	100 748	156 144	..	..	..	..
Cultures agricoles	2004	16 719	23 614	40 333	13 645	58 916	72 561	112 894
(111)	2005	14 478	28 044	42 522	12 121	50 987	63 108	105 630
	2006	14 478	28 044	42 522	..	..	..	..
	2007	14 478	28 044	42 522	..	..	..	..
Élevage	2004	53 478	58 149	111 626	29 549	27 453	57 002	168 629
(112)	2005	40 540	69 667	110 206	26 266	23 756	50 022	160 228
	2006	40 540	69 691	110 231	..	..	..	..
	2007	40 540	69 716	110 255	..	..	..	..
Foresterie et exploitation	2004	-	-	-	x	x	x	x
forestière	2005	347	618	966	x	x	1 538	2 504
(113)	2006	177	563	740	..	..	..	..
	2007	167	616	783	..	..	..	..
Activités de soutien à	2004	151	1 298	1 449	x	x	x	x
l'agriculture et à la foresterie	2005	624	3 650	4 274	x	x	3 218	7 492
(115)	2006	346	1 485	1 831	..	..	..	..
	2007	211	2 373	2 583	..	..	..	..
Extraction minière	2004	3 656	-	3 656	1	-	1	3 657
et extraction de pétrole	2005	52	14	66	3	35	38	104
et de gaz	2006	58	17	75	..	..	..	..
(21)	2007	86	27	113	..	..	..	..
Industrie secondaire	**2004**	**154 611**	**884 407**	**1 039 018**	**79 000**	**620 288**	**699 288**	**1 738 306**
	2005	**117 903**	**805 168**	**923 071**	**79 681**	**530 602**	**610 283**	**1 533 353**
	2006	**184 491**	**980 000**	**1 164 491**	..	..	..	..
	2007	**116 155**	**911 578**	**1 027 733**	..	..	..	..
Fabrication d'aliments	2004	33 646	72 133	105 779	6 438	40 577	47 015	152 794
(311)	2005	18 871	70 031	88 902	6 373	46 397	52 770	141 673
	2006	20 086	110 412	130 498	..	..	..	..
	2007	21 545	89 970	111 515	..	..	..	..
Fabrication de boissons,	2004	x	x	x	x	x	x	x
de tabac et de produits en	2005	x	x	x	x	x	x	x
cuir et analogues	2006	x	x	x	..	..	..	..
(312, 316)	2007	x	x	x	..	..	..	..
Usines de textiles	2004	842	16 399	17 240	759	10 020	10 779	28 019
(313)	2005	3 118	11 013	14 131	339	10 373	10 712	24 844
	2006	533	11 289	11 822	..	..	..	..
	2007	118	5 712	5 830	..	..	..	..
Usines de produits textiles	2004	504	6 778	7 282	151	934	1 086	8 368
(314)	2005	334	4 321	4 655	84	5 569	5 653	10 307
	2006	824	9 819	10 643	..	..	..	..
	2007	608	9 661	10 269	..	..	..	..
Fabrication de vêtements	2004	151	792	942	111	239	350	1 293
(315)	2005	x	x	x	204	203	407	1 197
	2006	x	x	x	..	..	..	..
	2007	x	x	x	..	..	..	..
Fabrication de produits en bois	2004	3 605	20 253	23 858	1 493	21 677	23 170	47 028
(321)	2005	3 345	15 200	18 545	952	16 840	17 792	36 337
	2006	2 857	18 236	21 093	..	..	..	..
	2007	1 388	20 066	21 454	..	..	..	..

Fabrication du papier	2004	508	5 081	5 589	179	3 176	3 354	8 943
(322)	2005	105	5 379	5 484	104	2 304	2 408	7 892
	2006	40	5 575	5 614	..	..	..	..
	2007	x	x	6 050	..	..	..	..
Impression et activités	2004	5 527	22 279	27 806	596	13 204	13 801	41 607
connexes de soutien	2005	560	45 602	46 162	885	13 216	14 101	60 262
(323)	2006	2 206	49 015	51 221	..	..	..	..
	2007	1 178	42 588	43 765	..	..	..	..
Fabrication de produits	2004	10 025	54 294	64 318	6 999	37 935	44 934	109 253
chimiques	2005	14 541	69 984	84 526	5 397	50 910	56 307	140 832
(325)	2006	62 592	55 204	117 796	..	..	..	..
	2007	x	x	69 549	..	..	..	..
Fabrication de produits en	2004	4 377	48 194	52 572	5 113	29 737	34 850	87 422
caoutchouc et en plastique	2005	12 175	47 951	60 126	4 149	26 508	30 658	90 783
(326)	2006	6 327	44 438	50 764	..	..	..	..
	2007	5 444	49 943	55 387	..	..	..	..
Première transformation	2004	29 416	183 647	213 063	30 715	208 146	238 861	451 923
des métaux	2005	21 392	118 004	139 396	40 037	200 695	240 732	380 129
(331)	2006	37 314	218 148	255 462	..	..	..	..
	2007	x	x	x	..	..	..	..
Fabrication de produits	2004	9 235	53 708	62 942	3 714	101 160	104 874	167 817
métalliques	2005	1 930	40 431	42 361	2 914	19 255	22 169	64 529
(332)	2006	1 937	42 280	44 217	..	..	..	..
	2007	1 297	46 997	48 294	..	..	..	..
Fabrication de machines	2004	1 190	14 179	15 369	2 035	8 710	10 745	26 113
(333)	2005	2 481	13 335	15 816	1 905	5 880	7 785	23 601
	2006	4 110	18 424	22 534	..	..	..	..
	2007	2 002	19 357	21 359	..	..	..	..
Fabrication de produits	2004	11 684	108 466	120 150	9 716	19 516	29 233	149 383
informatiques et électroniques et	2005	1 245	60 941	62 187	5 615	16 116	21 732	83 918
d'appareils et de composantes	2006	2 138	117 790	119 928	..	..	..	..
électriques (334, 335)	2007	4 451	71 919	76 370	..	..	..	..
Fabrication de matériel	2004	7 507	27 790	35 296	3 614	7 514	11 129	46 425
de transport	2005	5 100	33 519	38 618	2 964	7 589	10 554	49 172
(336)	2006	6 821	38 059	44 880	..	..	..	..
	2007	6 554	37 571	44 125	..	..	..	..
Fabrication de meubles	2004	1 848	5 907	7 755	147	4 294	4 440	12 195
et de produits connexes	2005	1 828	6 196	8 024	215	4 209	4 424	12 448
(337)	2006	1 202	5 890	7 092	..	..	..	..
	2007	752	6 207	6 960	..	..	..	..
Autres sous-secteurs	2004	x	x	x	x	x	x	x
(230, 324, 327, 339)	2005	30 647	260 516	291 163	x	x	x	x
	2006	34 967	232 722	267 689	..	..	..	..
	2007	32 452	241 845	274 296	..	..	..	..
Industrie tertiaire	**2004**	**1 412 156**	**2 615 284**	**4 027 440**	**291 297**	**405 635**	**696 931**	**4 724 371**
	2005	**1 815 719**	**2 434 207**	**4 249 925**	**284 530**	**354 851**	**649 381**	**4 899 306**
	2006	**1 772 785**	**2 577 193**	**4 349 978**	..	..	..	..
	2007	**2 064 393**	**2 701 425**	**4 765 818**	..	..	..	..
Services publics	2004	330 140	23 778	353 918	x	x	x	x
(22)	2005	255 356	42 875	298 231	x	x	x	x
	2006	215 183	34 253	249 435	..	..	..	..
	2007	215 721	28 465	244 187	..	..	..	..
Commerce	2004	138 006	245 173	383 179	22 550	45 560	68 110	451 289
(41, 44, 45)	2005	210 308	280 913	491 222	30 854	53 227	84 081	575 302
	2006	284 229	347 302	631 531	..	..	..	..
	2007	319 568	343 442	663 010	..	..	..	..

Transport et entreposage (48, 49)	2004	99 045	103 535	202 580	17 268	84 980	102 247	304 826
	2005	56 280	109 541	165 821	20 203	91 107	111 311	277 132
	2006	87 855	141 346	229 202	..	..	..	..
	2007	75 578	98 301	173 879	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle (51)	2004	58 002	195 305	253 307	15 446	41 921	57 367	310 674
	2005	73 617	177 647	251 263	10 743	37 733	48 476	299 739
	2006	39 438	188 127	227 565	..	..	..	..
	2007	38 267	192 640	230 907	..	..	..	..
Finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail (52, 53)	2004	244 708	1 455 480	1 700 188	40 237	75 837	116 073	1 816 261
	2005	180 430	1 179 077	1 359 507	37 332	74 664	111 996	1 471 503
	2006	189 785	1 229 084	1 418 869	..	..	..	..
	2007	233 290	1 274 334	1 507 625	..	..	..	..
Services professionnels scientifiques et techniques et gestion de sociétés et d'entreprises (54, 55)	2004	12 681	176 933	189 614	5 481	19 982	25 483	215 077
	2005	8 519	115 237	123 756	1 620	13 699	15 319	139 075
	2006	x	x	x	..	..	..	..
	2007	10 085	114 691	124 776	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et sevices d'assainissement (56)	2004	6 673	58 417	65 091	x	x	x	x
	2005	33 662	47 942	81 604	x	x	x	x
	2006	x	x	x	..	..	..	..
	2007	21 914	40 497	62 411	..	..	..	..
Services d'enseignement (61)	2004	44 070	35 571	79 641	17 665	2 809	20 473	100 114
	2005	69 743	56 265	126 008	26 746	3 864	30 610	156 619
	2006	76 715	55 928	132 643	..	..	..	..
	2007	62 914	67 226	130 140	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale (62)	2004	13 414	65 130	78 545	46 396	69 075	115 471	194 015
	2005	117 821	67 559	185 380	32 164	26 223	58 387	243 766
	2006	140 090	70 092	210 183	..	..	..	..
	2007	180 335	64 918	245 252	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration (72)	2004	45 013	34 734	79 747	14 229	10 601	24 830	104 577
	2005	50 916	47 553	98 469	16 361	14 112	30 473	128 942
	2006	60 611	39 401	100 012	..	..	..	..
	2007	62 140	41 458	103 598	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques (71, 81)	2004	36 456	58 400	94 857	13 797	18 555	32 352	127 209
	2005	29 596	67 185	96 782	10 250	16 368	26 618	123 399
	2006	31 577	72 712	104 289	..	..	..	..
	2007	34 853	58 612	93 465	..	..	..	..
Administrations publiques (91)	2004	383 947	162 827	546 774	91 367	15 154	106 522	653 296
	2005	729 470	242 412	971 882	87 822	12 612	100 435	1 072 317
	2006	614 504	257 737	872 240	..	..	..	..
	2007	809 728	376 840	1 186 568	..	..	..	..
Logement	**2004**	**3 759 255**	**-**	**3 759 255**	**548 733**	**-**	**548 733**	**4 307 988**
	2005	**3 863 376**	**-**	**3 863 376**	**591 129**	**-**	**591 129**	**4 454 505**
	2006	**3 859 477**	**-**	**3 859 477**	..	-	..	..
	2007	**3 884 654**	**-**	**3 884 654**	..	-	..	..
Total	**2004**	**5 400 027**	**3 582 751**	**8 982 778**	**962 225**	**1 116 125**	**2 078 350**	**11 061 128**
	2005	**5 853 039**	**3 341 367**	**9 194 407**	**994 276**	**974 440**	**1 968 717**	**11 163 123**
	2006	**5 872 352**	**3 656 993**	**9 529 345**	..	..	..	..
	2007	**6 120 684**	**3 713 778**	**9 834 463**	..	..	..	..

1. Statistique Canada, *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, Canada 2002*.
2. 2004-2005 : dépenses réelles; 2006 : dépenses réelles provisoires; 2007 : perspectives.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation.

Dépenses en immobilisation et en réparation du secteur public, par type d'organisme, Montérégie, 2004-2007

Organisme	Année[1]	Immobilisations			Réparations			Total
		Construction	Machines et équipement	Total	Construction	Machines et équipement	Total	
		k$						
Administration publique	**2004**	**436 236**	**252 579**	**688 815**	**151 155**	**80 421**	**231 577**	**920 392**
	2005	**900 032**	**356 367**	**1 256 399**	**142 813**	**36 825**	**179 638**	**1 436 038**
	2006	**807 322**	**375 537**	**1 182 859**	..	..	..	..
	2007	**1 037 777**	**499 766**	**1 537 543**	..	..	..	..
Gouvernement fédéral	2004	6 204	137 066	143 270	2 837	2 498	5 336	148 606
	2005	15 985	199 267	215 252	6 759	1 816	8 576	223 828
	2006	10 133	216 985	227 118	..	..	..	..
	2007	11 193	316 083	327 276	..	..	..	..
Gouvernement provincial	2004	156 240	1 456	157 697	42 640	4 445	47 085	204 782
	2005	290 918	488	291 406	22 960	7 340	30 301	321 707
	2006	257 443	5 921	263 363	..	..	..	..
	2007	378 490	20 943	399 433	..	..	..	..
Gouvernements locaux	2004	221 503	24 304	245 807	45 890	8 211	54 101	299 908
	2005	422 567	42 658	465 224	58 103	3 455	61 558	526 782
	2006	346 928	34 831	381 759	..	..	..	..
	2007	420 045	39 815	459 860	..	..	..	..
Enseignement public	2004	40 935	32 420	73 355	16 309	1 251	17 560	90 915
	2005	58 990	53 564	112 554	25 429	2 455	27 884	140 438
	2006	63 218	54 254	117 472	..	..	..	..
	2007	59 195	64 799	123 995	..	..	..	..
Soins publics de santé et des services sociaux	2004	11 354	57 332	68 686	43 479	64 016	107 495	176 181
	2005	111 572	60 391	171 963	29 562	21 758	51 320	223 283
	2006	129 600	63 547	193 146	..	..	..	..
	2007	168 854	58 126	226 980	..	..	..	..
Entreprises publiques	**2004**	**374 085**	**24 965**	**399 050**	**8 494**	**2 807**	**11 301**	**410 351**
	2005	**248 713**	**43 765**	**292 477**	**11 412**	**6 168**	**17 580**	**310 057**
	2006	**217 033**	**39 318**	**256 351**	..	..	..	..
	2007	**218 929**	**35 210**	**254 139**	..	..	..	..
Entreprises publiques fédérales	2004	x	x	3 848	x	x	x	x
	2005	x	x	x	x	x	x	x
	2006	x	x	695	..	..	..	..
	2007	x	x	971	..	..	..	..
Entreprises publiques provinciales	2004	317 821	12 615	330 436	4 910	930	5 840	336 275
	2005	184 842	27 939	212 781	7 609	4 150	11 760	224 541
	2006	153 641	26 023	179 664	..	..	..	..
	2007	156 465	22 878	179 344	..	..	..	..
Entreprises publiques locales	2004	x	x	64 766	x	x	x	x
	2005	x	x	x	x	x	x	x
	2006	x	x	75 992	..	..	..	..
	2007	x	x	73 824	..	..	..	..
Total	**2003**	**810 321**	**277 544**	**1 087 865**	**159 649**	**83 228**	**242 877**	**1 330 743**
	2004	**1 148 744**	**400 132**	**1 548 876**	**154 225**	**42 994**	**197 219**	**1 746 095**
	2005	**1 024 355**	**414 855**	**1 439 210**	..	..	..	..
	2006	**1 256 706**	**534 976**	**1 791 682**	..	..	..	..

1. 2004-2005 : dépenses réelles; 2006 : dépenses réelles provisoires; 2007 : perspectives.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Division de l'investissement et du stock de capital.

Annexe 2 – Tableaux des résultats

CRÉ Montérégie Est

Dépenses en immobilisation et en réparation, par secteur et sous-secteur du SCIAN[1], Conférence régionale des élus de la Montérégie Est, 2004-2007

Secteur et sous-secteur	Année[2]	Immobilisations			Réparations			Total
		Construction	Machines et équipement	Total	Construction	Machines et équipement	Total	
		k$						
Industrie primaire	**2004**	**51 033** [D]	**60 082** [D]	**111 115** [D]	**x** [D]	**x** [D]	**x** [D]	**x** [D]
	2005	**x** [D]	**71 022** [D]	**x** [D]	**27 284** [D]	**54 127** [D]	**81 411** [D]	**x** [D]
	2006	**x** [D]	**x** [D]	**x** [D]	..	..	..	..
	2007	**x** [D]	**x** [D]	**x** [D]	..	..	..	..
Agriculture, foresterie, pêche et chasse (11)	2004	51 033 [D]	60 082 [D]	111 115 [D]	31 368 [D]	64 517 [D]	95 883 [D]	206 997 [D]
	2005	39 282 [D]	71 022 [D]	110 304 [D]	27 284 [D]	54 127 [D]	81 411 [D]	191 714 [D]
	2006	39 012 [D]	70 018 [D]	109 030 [D]	..	..	..	..
	2007	38 914 [D]	70 676 [D]	109 589 [D]	..	..	..	..
Cultures agricoles (111)	2004	12 129 [D]	17 131 [D]	29 260 [D]	9 929 [D]	42 740 [D]	52 670 [D]	81 930 [D]
	2005	10 182 [D]	19 722 [D]	29 904 [D]	8 524 [D]	35 857 [D]	44 381 [D]	74 286 [D]
	2006	10 182 [D]	19 722 [D]	29 904 [D]	..	..	..	..
	2007	10 182 [D]	19 722 [D]	29 904 [D]	..	..	..	..
Élevage (112)	2004	38 796 [D]	42 184 [D]	80 980 [D]	21 438 [D]	19 916 [D]	41 352 [D]	122 332 [D]
	2005	28 510 [D]	48 994 [D]	77 504 [D]	18 472 [D]	16 707 [D]	35 179 [D]	112 683 [D]
	2006	28 510 [D]	49 011 [D]	77 521 [D]	..	..	..	..
	2007	28 510 [D]	49 029 [D]	77 539 [D]	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière (113)	2004	–	–	–	x	x	x	x
	2005	156 [D]	277 [D]	433 [D]	x [D]	x [D]	690 [D]	1 124 [D]
	2006	79 [D]	253 [D]	332 [D]	..	..	..	..
	2007	75 [D]	276 [D]	351 [D]	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresti (115)	2004	109 [D]	767 [D]	875 [D]	x	x [C]	x [C]	x [C]
	2005	434 [D]	2 028 [D]	2 462 [D]	x [D]	x [B]	1 160 [C]	3 622 [C]
	2006	– [D]	– [D]	– [D]	..	..	..	..
	2007	146 [D]	1 648 [D]	1 795 [D]	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz (21)	2004	– [B]	–	– [B]	x [A]	x	x [A]	x [B]
	2005	x [A]	– [D]	x [A]	– [D]	– [D]	– [D]	x [B]
	2006	x [D]	x [A]	x [C]	..	..	..	..
	2007	x [A]	x [A]	x [A]	..	..	..	..
Industrie secondaire	**2004**	**110 023** [B]	**605 825** [C]	**715 848** [C]	**60 061** [B]	**452 400** [B]	**512 460** [B]	**1 228 309** [B]
	2005	**75 866** [B]	**453 062** [C]	**528 928** [C]	**60 796** [B]	**362 118** [B]	**422 914** [B]	**951 842** [B]
	2006	**132 549** [B]	**611 473** [B]	**744 022** [B]	..	..	..	..
	2007	**59 357** [B]	**576 667** [B]	**636 024** [B]	..	..	..	..
Fabrication d'aliments (311)	2004	23 656 [B]	48 402 [B]	72 058 [B]	4 796 [B]	26 243 [B]	31 038 [B]	103 096 [B]
	2005	8 696 [B]	45 791 [B]	54 486 [B]	4 710 [B]	28 759 [B]	33 469 [B]	87 955 [B]
	2006	8 633 [A]	69 966 [B]	78 598 [B]	..	..	..	..
	2007	5 475 [A]	49 203 [B]	54 677 [B]	..	..	..	..
Fabrication de boissons, de tabac et de produits en cuir et analogues (312, 316)	2004	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]
	2005	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]
	2006	x [D]	x [D]	x [D]	..	..	..	..
	2007	x [D]	x [D]	x [D]	..	..	..	..
Usines de textiles (313)	2004	771 [B]	x [A]	x [A]	557 [B]	6 858 [C]	7 415 [C]	x [B]
	2005	x [A]	x [B]	12 864 [B]	268 [C]	8 977 [B]	9 245 [B]	22 109 [B]
	2006	447 [C]	10 175 [B]	10 622 [B]	..	..	..	..
	2007	x [D]	x [C]	4 794 [C]	..	..	..	..
Usines de produits textiles (314)	2004	493 [C]	6 641 [C]	7 134 [C]	149 [D]	925 [B]	1 074 [B]	8 208 [C]
	2005	x [D]	x [C]	4 542 [C]	x [B]	x [A]	x [A]	x [B]
	2006	x [D]	x [B]	10 514 [B]	..	..	..	..
	2007	x [D]	x [A]	10 197 [A]	..	..	..	..

Fabrication de vêtements	2004	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]
(315)	2005	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]
	2006	x [D]	x [D]	x [D]	..	..	..	..
	2007	x [D]	x [D]	x [D]	..	..	..	..
Fabrication de produits en bo	2004	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]
(321)	2005	x [D]	x [D]	x [D]	363 [C]	8 108 [C]	8 471 [C]	x [D]
	2006	x [D]	x [D]	x [D]	..	..	..	..
	2007	x [C]	x [D]	x [D]	..	..	..	..
Fabrication du papier	2004	142 [D]	2 131 [D]	2 273 [D]	64 [C]	1 490 [D]	1 554 [D]	3 828 [D]
(322)	2005	16 [A]	2 234 [D]	2 250 [D]	53 [D]	1 106 [D]	1 159 [D]	3 409 [D]
	2006	16 [C]	2 274 [D]	2 290 [D]	..	..	..	..
	2007	x [B]	x [D]	2 465 [D]	..	..	..	..
Impression et activités	2004	2 685 [D]	4 600 [B]	7 284 [B]	408 [B]	x [A]	x [A]	x [B]
connexes de soutien	2005	247 [D]	x [A]	x [A]	513 [C]	x [A]	x [A]	x [A]
(323)	2006	1 580 [B]	x [A]	x [A]	..	..	..	..
	2007	631 [C]	29 690 [B]	30 320 [B]	..	..	..	..
Fabrication de produits	2004	7 015 [C]	35 007 [D]	42 021 [C]	4 620 [C]	27 521 [B]	32 142 [B]	74 163 [C]
chimiques	2005	x [A]	x [D]	x [B]	3 605 [C]	42 493 [A]	46 098 [B]	x [B]
(325)	2006	x [A]	x [B]	x [A]	..	..	..	..
	2007	x [C]	x [B]	53 446 [B]	..	..	..	..
Fabrication de produits en	2004	3 774 [B]	34 144 [C]	37 918 [C]	4 195 [A]	15 741 [B]	19 935 [B]	57 854 [B]
caoutchouc et en plastique	2005	9 328 [B]	35 012 [B]	44 340 [B]	2 339 [C]	11 986 [B]	14 325 [B]	58 666 [B]
(326)	2006	5 602 [A]	33 896 [B]	39 498 [B]	..	..	..	..
	2007	x [A]	x [B]	44 116 [B]	..	..	..	..
Première transformation	2004	x [A]	x [A]	186 886 [A]	x [A]	x [A]	x [A]	x [A]
des métaux	2005	x [A]	x [A]	x [A]	x [A]	x [A]	x [A]	x [A]
(331)	2006	x [A]	x [A]	x [A]	..	..	..	..
	2007	x [A]	x [A]	x [A]	..	..	..	..
Fabrication de produits	2004	5 313 [D]	39 957 [B]	45 270 [B]	1 856 [C]	x [A]	x [A]	x [B]
métalliques	2005	967 [D]	23 351 [D]	24 318 [D]	1 280 [C]	12 651 [B]	13 931 [B]	38 249 [C]
(332)	2006	1 231 [C]	23 158 [C]	24 389 [C]	..	..	..	..
	2007	531 [D]	27 958 [C]	28 490 [C]	..	..	..	..
Fabrication de machines	2004	853 [B]	4 536 [C]	5 189 [C]	874 [B]	3 286 [C]	4 160 [C]	9 348 [C]
(333)	2005	1 687 [B]	5 288 [C]	6 973 [C]	814 [B]	2 312 [B]	3 126 [B]	10 099 [C]
	2006	2 789 [B]	4 116 [B]	6 906 [B]	..	..	..	..
	2007	1 120 [C]	4 391 [B]	5 511 [B]	..	..	..	..
Fab. de prod. informatiques e	2004	x [A]	x [A]	x [A]	x [A]	x [A]	x [A]	x [A]
et fab. de matériels, d'appare	2005	1 148 [D]	51 822 [B]	52 970 [B]	4 616 [B]	14 495 [B]	19 111 [B]	72 082 [B]
composantes électriques (33-	2006	1 990 [A]	95 706 [A]	97 696 [A]	..	..	..	..
	2007	2 312 [A]	69 267 [A]	71 579 [B]	..	..	..	..
Fabrication de matériel	2004	x [A]	x [B]	10 093 [B]	981 [A]	2 516 [B]	3 497 [A]	13 590 [A]
de transport	2005	2 254 [B]	9 275 [B]	11 529 [B]	1 095 [A]	3 519 [A]	4 613 [A]	16 142 [B]
(336)	2006	1 765 [B]	7 559 [B]	9 323 [B]	..	..	..	..
	2007	1 200 [B]	7 068 [B]	8 268 [B]	..	..	..	..
Fabrication de meubles	2004	x [D]	x [D]	x [D]	x [B]	x [D]	x [D]	x [D]
et de produits connexes	2005	x [D]	x [D]	x [D]	x [C]	x [D]	x [D]	x [D]
(337)	2006	x [D]	x [D]	x [D]	..	..	..	..
	2007	x [D]	x [D]	x [D]	..	..	..	..
Autres sous-secteurs	2004	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]
(230, 324, 327, 339)	2005	13 079 [D]	93 572 [D]	106 651 [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]
	2006	14 639 [D]	85 740 [D]	100 380 [D]	..	..	..	..
	2007	12 524 [D]	91 898 [D]	104 422 [D]	..	..	..	..
Industrie tertiaire	**2004**	**680 374 [D]**	**1 552 486 [D]**	**2 232 860 [D]**	**134 424 [D]**	**193 837 [D]**	**328 261 [D]**	**2 561 121 [D]**
	2005	**660 047 [C]**	**984 491 [D]**	**1 644 488 [D]**	**125 467 [D]**	**158 043 [D]**	**283 510 [D]**	**1 928 008 [D]**
	2006	**723 086 [C]**	**1 073 468 [D]**	**1 796 554 [D]**	**..**	**..**	**..**	**..**
	2007	**807 055 [D]**	**1 097 476 [D]**	**1 904 531 [D]**	**..**	**..**	**..**	**..**
Services publics	2004	174 797 [D]	12 510 [D]	187 307 [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]
(22)	2005	132 433 [D]	22 211 [D]	154 644 [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]
	2006	110 437 [D]	17 626 [D]	128 063 [D]	..	..	..	..
	2007	111 408 [D]	14 614 [D]	126 022 [D]	..	..	..	..

Commerce	2004	61 579 D	109 737 D	171 316 D	9 683 D	20 259 D	29 942 D	201 258 D
(41, 44, 45)	2005	71 188 D	110 757 D	181 945 D	12 565 D	22 849 D	35 415 D	217 360 D
	2006	71 825 C	96 388 D	168 213 C	..	..	..	..
	2007	67 878 C	94 634 D	162 511 C	..	..	..	..
Transport et entreposage	2004	45 770 D	52 332 D	98 103 D	7 410 D	40 353 D	47 764 D	145 866 D
(48, 49)	2005	34 041 D	70 751 D	104 792 D	11 793 D	55 550 D	67 344 D	172 136 D
	2006	48 750 D	88 509 C	137 259 C	..	..	..	..
	2007	34 638 D	53 635 D	88 273 D	..	..	..	..
Industrie de l'information	2004	20 715 D	89 427 D	90 142 D	5 419 D	14 641 D	20 060 D	110 203 D
et industrie culturelle	2005	25 521 D	62 094 D	87 615 D	3 686 D	12 985 D	16 670 D	104 286 D
(51)	2006	13 701 D	64 997 D	78 698 D	..	..	..	..
	2007	13 269 D	66 568 D	79 837 D	..	..	..	..
Finance et assurances, servic	2004	174 757 D	1 005 713 D	1 180 471 D	28 919 D	47 219 D	76 138 D	1 256 608 D
immobiliers et services de loc	2005	77 994 D	453 839 D	531 833 D	16 108 D	18 999 C	35 107 C	566 941 D
et de location à bail (52, 53)	2006	104 796 D	532 002 D	636 797 D	..	..	..	..
	2007	93 589 C	536 361 D	631 950 D	..	..	..	..
Services professionnels scier	2004	9 162 D	127 772 D	136 934 D	3 960 D	14 467 D	18 426 D	155 360 D
et techniques et gestion de so	2005	x D	x D	x D	714 D	5 929 D	6 643 D	x D
et d'entreprises (54, 55)	2006	x D	x D	x D	..	..	..	..
	2007	3 701 C	59 257 D	62 957 D	..	..	..	..
Services administratifs, servic	2004	3 212 C	29 672 C	32 883 C	x D	x D	x D	x D
services de gestion des déch	2005	x A	x C	x B	x D	x D	x D	x C
et sevices d'assainissement (	2006	x B	x D	x C	..	..	..	..
	2007	3 865 B	16 420 D	20 285 C	..	..	..	..
Services d'enseignement	2004	19 437 D	15 533 D	34 970 D	7 386 D	1 134 C	8 522 D	43 492 D
(61)	2005	27 976 D	24 472 D	52 448 D	11 249 D	1 679 D	12 928 D	65 376 D
	2006	27 495 D	24 008 D	51 502 D	..	..	..	..
	2007	26 377 D	28 912 D	55 289 D	..	..	..	..
Soins de santé et	2004	4 580 D	23 841 D	28 421 D	17 517 D	25 853 D	43 370 D	71 791 D
assistance sociale	2005	51 826 D	29 557 D	81 383 D	14 151 D	11 233 D	25 385 D	106 768 D
(62)	2006	60 138 D	32 470 D	92 608 D	..	..	..	..
	2007	77 642 D	29 778 D	107 420 D	..	..	..	..
Hébergement et	2004	18 869 D	15 097 D	33 766 D	6 219 D	4 677 D	10 896 D	44 662 D
services de restauration	2005	21 120 D	19 971 D	41 091 D	6 895 D	5 959 D	12 854 D	53 944 D
(72)	2006	19 401 D	12 681 D	32 081 D	..	..	..	..
	2007	19 688 D	14 161 D	33 849 D	..	..	..	..
Autres services, sauf les	2004	23 178 C	34 918 D	58 096 D	7 933 D	11 696 D	19 629 D	77 725 D
administrations publiques	2005	19 004 B	31 964 D	50 967 C	4 745 D	8 911 D	13 656 D	64 624 C
(71, 81)	2006	15 805 D	32 344 D	48 150 D	..	..	..	..
	2007	17 302 C	27 042 D	44 344 D	..	..	..	..
Administrations publiques	2004	124 519 C	55 933 D	180 452 C	36 519 D	2 809 A	39 327 D	219 780 C
(91)	2005	193 293 C	94 701 D	287 994 C	39 302 D	5 894 C	45 196 D	333 190 C
	2006	244 523 C	101 472 D	345 995 C	..	..	..	..
	2007	337 699 C	154 095 D	491 793 D	..	..	..	..
Logement	**2004**	**1 670 112 D**	**–**	**1 670 112 D**	**243 784 D**	**–**	**243 784 D**	**1 913 896 D**
	2005	**1 664 336 D**	**–**	**1 664 336 D**	**254 657 D**	**–**	**254 657 D**	**1 918 993 D**
	2006	**1 662 656 D**	**–**	**1 662 656 D**	**..**	**..**	**..**	**..**
	2007	**1 673 502 D**	**–**	**1 673 502 D**	**..**	**..**	**..**	**..**
Total	**2004**	**2 511 543 D**	**2 218 392 D**	**4 729 936 D**	**469 635 D**	**710 753 C**	**1 180 388 C**	**5 910 323 D**
	2005	**2 439 531 D**	**1 508 535 D**	**3 948 066 D**	**468 204 D**	**574 288 C**	**1 042 491 C**	**4 990 557 D**
	2006	**2 557 303 D**	**1 754 959 D**	**4 312 262 D**	**..**	**..**	**..**	**..**
	2007	**2 578 828 D**	**1 744 818 D**	**4 323 646 D**	**..**	**..**	**..**	**..**

1. Statistique Canada, *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, Canada 2002*.
2. 2004-2005 : dépenses réelles; 2006 : dépenses réelles provisoires; 2007 : perspectives.
Poids d'allocateur se situant > A : entre 0 et 24,9%; B : entre 25 et 49,9%; C : entre 50 et 74,9%; D : à plus de 75%.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Division de l'investissement et du stock de capital.

Dépenses en immobilisation et en réparation par type d'organisme du secteur public, Conférence régionale des élus de la Montérégie Est, 2004-2007

Organisme	Année[1]	Immobilisations			Réparations			Total
		Construction	Machines et équipement	Total	Construction	Machines et équipement	Total	
		k$						
Administration publique	**2004**	**147 975**	**95 172**	**243 147**	**62 790**	**31 160**	**93 949**	**337 096**
	2005	**264 323**	**142 373**	**406 696**	**62 526**	**16 333**	**78 859**	**485 555**
	2006	**325 395**	**150 674**	**476 069**	..	..	..	..
	2007	**432 087**	**204 610**	**636 697**	..	..	..	..
Gouvernement fédéral	2004	1 868	49 123	50 991	715	523	1 238	52 229
	2005	6 942	86 531	93 472	2 935	789	3 724	97 196
	2006	4 400	94 225	98 625	..	..	..	..
	2007	4 861	137 258	142 118	..	..	..	..
Gouvernement provincial	2004	67 847	632	68 479	18 516	1 930	20 446	88 926
	2005	126 330	212	126 542	9 970	3 188	13 158	139 700
	2006	111 793	2 571	114 364	..	..	..	..
	2007	164 358	9 094	173 452	..	..	..	..
Gouvernements locaux	2004	55 833	6 699	62 532	17 628	371	17 999	80 531
	2005	57 186	6 371	63 557	25 761	1 849	27 611	91 168
	2006	125 729	2 972	128 701	..	..	..	..
	2007	164 110	5 136	169 247	..	..	..	..
Enseignement public	2004	17 497	13 821	31 318	7 050	537	7 587	38 905
	2005	25 415	23 035	48 450	11 022	1 059	12 081	60 531
	2006	27 194	23 311	50 506	..	..	..	..
	2007	25 434	27 881	53 315	..	..	..	..
Soins publics de santé et des services sociaux	2004	4 930	24 896	29 826	18 881	27 799	46 679	76 505
	2005	48 450	26 224	74 674	12 837	9 448	22 285	96 960
	2006	56 278	27 595	83 873	..	..	..	..
	2007	73 324	25 241	98 565	..	..	..	..
Entreprises publiques	**2004**	**161 966**	**8 411**	**170 317**	**3 194**	**395**	**3 589**	**173 906**
	2005	**107 790**	**16 966**	**124 756**	**4 398**	**1 867**	**6 257**	**131 013**
	2006	**94 036**	**15 111**	**109 147**	..	..	..	..
	2007	**94 602**	**14 218**	**108 819**	..	..	..	..
Entreprises publiques fédérales	2004	x	x	1 671	x	x	x	x
	2005	x	x	x	x	x	x	x
	2006	x	x	302	..	..	..	..
	2007	x	x	422	..	..	..	..
Entreprises publiques provinciales	2004	137 624	5 311	142 935	2 026	392	2 418	145 352
	2005	80 294	12 172	92 466	3 278	1 867	5 143	97 609
	2006	66 879	11 283	78 162	..	..	..	..
	2007	68 004	10 102	78 106	..	..	..	..
Entreprises publiques locales	2004	x	x	25 711	x	x	x	x
	2005	x	x	x	x	x	x	x
	2006	x	x	30 683	..	..	..	..
	2007	x	x	30 292	..	..	..	..
Total	**2004**	**309 882**	**103 582**	**413 464**	**65 984**	**31 554**	**97 538**	**511 002**
	2005	**372 112**	**159 339**	**531 452**	**66 916**	**18 200**	**85 116**	**616 567**
	2006	**419 430**	**165 785**	**585 216**	..	..	..	..
	2007	**526 688**	**218 828**	**745 516**	..	..	..	..

1. 2004-2005 : dépenses réelles; 2006 : dépenses réelles provisoires; 2007 : perspectives.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Division de l'investissement et du stock de capital.

CRÉ Longueuil

Dépenses en immobilisation et en réparation, par secteur et sous-secteur du SCIAN[1], Conférence régionale des élus de Longueuil, 2004-2007

Secteur et sous-secteur	Année[2]	Immobilisations			Réparations			Total
		Construction	Machines et équipement	Total	Construction	Machines et équipement	Total	
		k$						
Industrie primaire	**2004**	**4 534** [D]	**1 049** [D]	**5 583** [D]	**x** [D]	**x** [D]	**x** [D]	**x** [D]
	2005	**x** [D]	**1 934** [D]	**x** [D]	**772** [D]	**1 733** [D]	**2 505** [D]	**x** [D]
	2006	**x** [D]	**x** [D]	**x** [D]	..	..	..	..
	2007	**x** [D]	**x** [D]	**x** [D]	..	..	..	..
Agriculture, foresterie, pêche et chasse (11)	2004	878 [D]	1 049 [D]	1 927 [D]	538 [D]	1 150 [D]	1 688 [D]	3 615 [D]
	2005	1 045 [D]	1 920 [D]	2 965 [D]	789 [D]	1 699 [D]	2 488 [D]	5 433 [D]
	2006	972 [D]	1 850 [D]	2 821 [D]	..	..	..	..
	2007	964 [D]	1 900 [D]	2 864 [D]	..	..	..	..
Cultures agricoles (111)	2004	208 [D]	294 [D]	502 [D]	170 [D]	733 [D]	904 [D]	1 406 [D]
	2005	235 [D]	456 [D]	691 [D]	197 [D]	829 [D]	1 026 [D]	1 717 [D]
	2006	235 [D]	456 [D]	691 [D]	..	..	..	..
	2007	235 [D]	456 [D]	691 [D]	..	..	..	..
Élevage (112)	2004	666 [D]	724 [D]	1 390 [D]	368 [D]	342 [D]	710 [D]	2 099 [D]
	2005	659 [D]	1 132 [D]	1 791 [D]	427 [D]	386 [D]	813 [D]	2 604 [D]
	2006	659 [D]	1 133 [D]	1 792 [D]	..	..	..	..
	2007	659 [D]	1 133 [D]	1 792 [D]	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière (113)	2004	–	–	–	x	x	x	x
	2005	129 [D]	229 [D]	358 [D]	x [D]	x [D]	571 [D]	929 [D]
	2006	65 [D]	209 [D]	274 [D]	..	..	..	..
	2007	62 [D]	228 [D]	290 [D]	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie (115)	2004	4 [D]	31 [D]	35 [D]	x	x [C]	x [C]	x [C]
	2005	22 [D]	102 [D]	124 [D]	x [D]	x [E]	59 [C]	183 [C]
	2006	12 [D]	52 [D]	64 [D]	..	..	..	..
	2007	7 [D]	83 [D]	91 [D]	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz (21)	2004	3 656 [E]	–	3 656 [E]	x [A]	x	x [A]	x [E]
	2005	x [A]	14 [D]	x [A]	3 [D]	35 [D]	38 [D]	x [E]
	2006	x [D]	x [A]	x [C]	..	..	..	..
	2007	x [A]	x [A]	x [A]	..	..	..	..
Industrie secondaire	**2004**	**21 349** [B]	**156 070** [C]	**177 420** [C]	**10 496** [B]	**63 721** [B]	**74 218** [B]	**251 638** [B]
	2005	**19 536** [B]	**170 505** [C]	**190 041** [C]	**9 824** [B]	**64 466** [B]	**74 290** [B]	**264 331** [B]
	2006	**27 686** [B]	**213 949** [B]	**241 635** [B]	..	..	..	..
	2007	**26 750** [B]	**194 613** [B]	**221 363** [B]	..	..	..	..
Fabrication d'aliments (311)	2004	3 275 [E]	19 286 [E]	22 562 [E]	1 331 [E]	11 821 [E]	13 152 [E]	35 714 [E]
	2005	5 198 [E]	18 601 [E]	23 799 [E]	1 281 [E]	14 897 [E]	16 178 [E]	39 977 [E]
	2006	x [A]	x [E]	38 363 [E]	..	..	..	..
	2007	x [A]	x [D]	36 884 [E]	..	..	..	..
Fabrication de boissons, de tabac et de produits en cuir et analogues (312, 316)	2004	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]
	2005	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]
	2006	x [D]	x [D]	x [D]	..	..	..	..
	2007	x [D]	x [D]	x [D]	..	..	..	..
Usines de textiles (313)	2004	– [E]	x [A]	x [A]	48 [E]	228 [C]	276 [C]	x [E]
	2005	x [A]	x [D]	x [D]	– [C]	– [D]	– [E]	x [E]
	2006	– [C]	– [D]	– [D]	..	..	..	..
	2007	x [D]	x [C]	x [C]	..	..	..	..
Usines de produits textiles (314)	2004	9 [C]	105 [C]	113 [C]	2 [D]	7 [D]	9 [D]	122 [C]
	2005	x [D]	x [C]	86 [C]	x [D]	x [A]	x [A]	x [E]
	2006	x [D]	x [E]	98 [E]	..	..	..	..
	2007	x [D]	x [A]	x [A]	..	..	..	..

Fabrication de vêtements	2004	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]
(315)	2005	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]
	2006	x [D]	x [D]	x [D]	..	..	..	..
	2007	x [D]	x [D]	x [D]	..	..	..	..
Fabrication de produits en bois	2004	548 [D]	3 059 [D]	3 607 [D]	275 [D]	3 810 [D]	4 085 [D]	7 692 [D]
(321)	2005	489 [D]	2 766 [D]	3 255 [D]	218 [C]	2 873 [C]	3 091 [C]	6 346 [D]
	2006	471 [D]	2 557 [D]	3 028 [D]	..	..	..	..
	2007	234 [C]	3 154 [D]	3 388 [D]	..	..	..	..
Fabrication du papier	2004	42 [B]	1 105 [D]	1 147 [D]	11 [C]	441 [D]	451 [D]	1 598 [D]
(322)	2005	2 [B]	1 194 [D]	1 196 [D]	8 [D]	343 [D]	352 [D]	1 548 [D]
	2006	2 [C]	1 249 [D]	1 251 [D]	..	..	..	..
	2007	x [B]	x [D]	1 101 [D]	..	..	..	..
Impression et activités	2004	2 489 [D]	13 216 [B]	15 685 [B]	173 [B]	6 187 [A]	6 359 [A]	22 044 [B]
connexes de soutien	2005	278 [D]	32 974 [A]	33 251 [A]	337 [C]	5 505 [A]	5 842 [A]	39 093 [A]
(323)	2006	578 [B]	23 358 [A]	23 936 [A]	..	..	..	..
	2007	477 [C]	12 083 [B]	12 560 [B]	..	..	..	..
Fabrication de produits	2004	x [C]	x [D]	12 096 [C]	1 177 [C]	5 125 [B]	6 301 [B]	18 397 [C]
chimiques	2005	x [A]	x [B]	x [B]	849 [C]	4 399 [A]	5 248 [B]	x [B]
(325)	2006	x [A]	x [B]	x [A]	..	..	..	..
	2007	x [C]	x [B]	9 390 [B]	..	..	..	..
Fabrication de produits en	2004	227 [B]	4 531 [C]	4 758 [C]	x [A]	x [B]	1 911 [B]	6 669 [B]
caoutchouc et en plastique	2005	867 [B]	3 639 [B]	4 506 [B]	396 [C]	1 355 [B]	1 751 [B]	6 257 [B]
(326)	2006	x [A]	x [B]	3 506 [B]	..	..	..	..
	2007	x [A]	x [B]	3 439 [B]	..	..	..	..
Première transformation	2004	x [A]	x [A]	x [A]	x [A]	x [A]	x [A]	x [A]
des métaux	2005	x [A]	x [A]	x [A]	x [A]	x [A]	x [A]	x [A]
(331)	2006	x [A]	x [A]	x [A]	..	..	..	..
	2007	x [A]	x [A]	x [A]	..	..	..	..
Fabrication de produits	2004	x [D]	x [B]	8 081 [B]	1 004 [C]	x [A]	x [A]	x [B]
métalliques	2005	x [D]	x [D]	x [D]	911 [C]	2 802 [B]	3 713 [B]	x [C]
(332)	2006	293 [C]	8 171 [C]	8 464 [C]	..	..	..	..
	2007	x [D]	x [C]	8 452 [C]	..	..	..	..
Fabrication de machines	2004	355 [B]	3 242 [C]	3 598 [C]	601 [B]	1 750 [C]	2 350 [C]	5 948 [C]
(333)	2005	531 [B]	3 096 [C]	3 627 [C]	445 [B]	1 128 [B]	1 573 [B]	5 200 [C]
	2006	737 [B]	3 247 [B]	3 984 [B]	..	..	..	..
	2007	530 [C]	3 794 [B]	4 324 [B]	..	..	..	..
Fab. de prod. informatiques et	2004	x [A]	x [A]	x [A]	x [A]	x [A]	x [A]	x [A]
et fab. de matériels, d'appareil	2005	38 [B]	7 375 [B]	7 413 [B]	838 [B]	1 158 [B]	1 998 [B]	9 409 [B]
composantes électriques (334,	2006	x [A]	x [A]	x [A]	..	..	..	..
	2007	x [A]	x [B]	3 258 [B]	..	..	..	..
Fabrication de matériel	2004	x [A]	x [B]	24 554 [B]	x [A]	x [B]	x [A]	x [A]
de transport	2005	2 827 [B]	23 558 [B]	26 385 [B]	x [A]	x [A]	x [A]	x [B]
(336)	2006	4 923 [B]	28 908 [B]	33 831 [B]	..	..	..	..
	2007	5 129 [B]	29 779 [B]	34 908 [B]	..	..	..	..
Fabrication de meubles	2004	552 [D]	2 513 [D]	3 065 [D]	107 [B]	1 322 [D]	1 430 [D]	4 495 [D]
et de produits connexes	2005	487 [D]	2 362 [D]	2 849 [D]	127 [C]	1 325 [D]	1 453 [D]	4 302 [D]
(337)	2006	350 [D]	2 336 [D]	2 686 [D]	..	..	..	..
	2007	219 [D]	2 147 [D]	2 366 [D]	..	..	..	..
Autres sous-secteurs	2004	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]
(230, 324, 327, 339)	2005	7 713 [D]	57 429 [D]	65 142 [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]
	2006	12 543 [D]	79 026 [D]	91 569 [D]	..	..	..	..
	2007	11 934 [D]	86 450 [D]	98 384 [D]	..	..	..	..
Industrie tertiaire	**2004**	**463 284 [D]**	**617 826 [D]**	**1 081 110 [D]**	**99 807 [D]**	**139 434 [D]**	**239 240 [D]**	**1 320 350 [D]**
	2005	**738 901 [C]**	**760 146 [D]**	**1 499 046 [D]**	**88 817 [D]**	**120 623 [D]**	**209 440 [D]**	**1 708 486 [D]**
	2006	**689 944 [C]**	**973 245 [D]**	**1 663 188 [D]**	..	..	..	..
	2007	**758 143 [D]**	**1 046 190 [D]**	**1 804 333 [D]**	..	..	..	..
Services publics	2004	84 853 [D]	6 209 [D]	91 062 [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]
(22)	2005	67 844 [D]	11 363 [D]	79 207 [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]
	2006	58 814 [D]	9 083 [D]	67 897 [D]	..	..	..	..
	2007	57 979 [D]	7 635 [D]	65 613 [D]	..	..	..	..

Commerce	2004	51 111 D	91 148 D	142 259 D	9 256 D	17 619 D	26 874 D	169 133 D
(41, 44, 45)	2005	66 163 D	87 469 D	153 632 D	10 010 D	16 303 D	26 313 D	179 945 D
	2006	135 239 C	150 447 D	285 687 C	..	..	..	..
	2007	140 105 C	148 288 D	288 392 C	..	..	..	..
Transport et entreposage	2004	37 908 D	37 686 D	75 593 D	7 277 D	30 622 D	37 899 D	113 492 D
(48, 49)	2005	9 696 D	17 865 D	27 561 D	3 641 D	12 982 D	16 623 D	44 184 D
	2006	24 801 D	37 254 C	62 055 C	..	..	..	..
	2007	26 198 D	30 946 D	57 145 D	..	..	..	..
Industrie de l'information	2004	25 982 D	88 755 D	114 737 D	7 008 D	19 146 D	26 154 D	140 891 D
et industrie culturelle	2005	33 229 D	78 558 D	111 787 D	4 932 D	17 254 D	22 186 D	133 973 D
(51)	2006	17 892 D	85 926 D	103 819 D	..	..	..	..
	2007	17 397 D	87 963 D	105 360 D	..	..	..	..
Finance et assurances, service	2004	29 564 D	205 610 D	235 174 D	4 680 D	15 571 D	20 251 D	255 425 D
immobiliers et services de loca	2005	35 787 D	338 850 D	374 637 D	7 468 D	40 669 C	48 137 C	422 774 D
et de location à bail (52, 53)	2006	45 080 D	448 090 D	493 169 D	..	..	..	..
	2007	42 044 C	483 174 D	525 218 D	..	..	..	..
Services professionnels scient	2004	1 436 D	20 093 D	21 529 D	621 D	2 230 D	2 851 D	24 380 D
et techniques et gestion de soc	2005	x D	x D	x D	311 D	2 671 D	2 982 D	x D
et d'entreprises (54, 55)	2006	x D	x D	x D	..	..	..	..
	2007	4 758 C	29 400 D	34 158 D	..	..	..	..
Services administratifs, service	2004	2 651 C	21 526 C	24 178 C	x D	x D	x D	x D
services de gestion des déche	2005	x A	x C	x B	x D	x D	x D	x C
et sevices d'assainissement (5	2006	x B	x D	x C	..	..	..	..
	2007	16 151 B	16 568 D	32 719 C	..	..	..	..
Services d'enseignement	2004	13 211 D	11 056 D	24 267 D	5 328 D	650 C	5 978 D	30 245 D
(61)	2005	18 929 D	17 628 D	36 557 D	8 287 D	1 222 D	9 509 D	46 066 D
	2006	20 280 D	17 591 D	37 870 D	..	..	..	..
	2007	19 055 D	21 139 D	40 194 D	..	..	..	..
Soins de santé et	2004	5 984 D	26 450 D	32 434 D	17 975 D	27 131 D	45 106 D	77 541 D
assistance sociale	2005	42 133 D	24 393 D	66 526 D	11 497 D	9 818 D	21 315 D	87 841 D
(62)	2006	75 581 D	29 040 D	104 622 D	..	..	..	..
	2007	97 048 D	27 269 D	124 317 D	..	..	..	..
Hébergement et	2004	18 173 D	13 279 D	31 452 D	5 352 D	4 009 D	9 361 D	40 813 D
services de restauration	2005	15 436 D	14 174 D	29 610 D	4 860 D	4 292 D	9 152 D	38 762 D
(72)	2006	28 059 D	18 152 D	46 211 D	..	..	..	..
	2007	29 146 D	18 301 D	47 448 D	..	..	..	..
Autres services, sauf les	2004	9 241 C	14 757 D	23 998 D	3 777 D	4 184 D	7 960 D	31 958 D
administrations publiques	2005	5 919 B	18 363 D	24 282 C	2 867 D	3 449 D	6 316 D	30 597 C
(71, 81)	2006	10 451 D	26 494 D	36 945 D	..	..	..	..
	2007	11 915 C	21 459 D	33 374 D	..	..	..	..
Administrations publiques	2004	183 170 C	81 257 D	264 427 C	36 490 D	10 718 A	47 208 D	311 635 C
(91)	2005	411 923 C	106 781 D	518 704 C	31 427 D	4 493 C	35 920 D	554 624 C
	2006	250 057 C	112 397 D	362 454 C	..	..	..	..
	2007	296 346 C	156 049 D	452 395 D	..	..	..	..
Logement	**2004**	**733 257 D**	**–**	**733 257 D**	**107 032 D**	**–**	**107 032 D**	**840 289 D**
	2005	**858 389 D**	**–**	**858 389 D**	**131 341 D**	**–**	**131 341 D**	**989 730 D**
	2006	**857 523 D**	**–**	**857 523 D**	..	..	..	..
	2007	**863 117 D**	**–**	**863 117 D**	..	..	..	..
Total	**2004**	**1 222 424 D**	**774 945 D**	**1 997 369 D**	**217 874 D**	**204 304 C**	**422 178 C**	**2 419 547 D**
	2005	**1 617 923 D**	**932 585 D**	**2 550 508 D**	**230 754 D**	**186 823 C**	**417 576 C**	**2 968 084 D**
	2006	**1 576 183 D**	**1 189 060 D**	**2 765 243 D**	..	..	..	..
	2007	**1 649 060 D**	**1 242 731 D**	**2 891 791 D**	..	..	..	..

1. Statistique Canada, *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, Canada 2002*.
2. 2004-2005 : dépenses réelles; 2006 : dépenses réelles provisoires; 2007 : perspectives.

Poids d'allocateur se situant > A : entre 0 et 24,9%; B : entre 25 et 49,9%; C : entre 50 et 74,9%; D : à plus de 75%.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Division de l'investissement et du stock de capital.

Dépenses en immobilisation et en réparation par type d'organisme du secteur public, Conférence régionale des élus de Longueuil, 2004-2007

Organisme	Année[1]	Immobilisations			Réparations			Total
		Construction	Machines et équipement	Total	Construction	Machines et équipement	Total	
		k$						
Administration publique	**2004**	**178 966**	**98 007**	**276 973**	**46 781**	**29 066**	**75 847**	**352 820**
	2005	**431 643**	**123 900**	**555 543**	**40 455**	**10 715**	**51 169**	**606 712**
	2006	**279 052**	**129 538**	**408 590**	..	..	..	..
	2007	**316 524**	**165 044**	**481 568**	..	..	..	..
Gouvernement fédéral	2004	3 130	56 213	59 343	1 661	1 638	3 298	62 641
	2005	4 560	56 843	61 403	1 928	518	2 446	63 850
	2006	2 890	61 898	64 788	..	..	..	..
	2007	3 193	90 167	93 359	..	..	..	..
Gouvernement provincial	2004	44 570	415	44 985	12 163	1 268	13 431	58 416
	2005	82 988	139	83 127	6 550	2 094	8 644	91 771
	2006	73 439	1 689	75 128	..	..	..	..
	2007	107 969	5 974	113 943	..	..	..	..
Gouvernements locaux	2004	114 330	13 909	128 238	15 666	7 497	23 163	151 402
	2005	293 982	32 779	326 761	16 142	1 145	17 287	344 047
	2006	145 847	30 547	176 394	..	..	..	..
	2007	138 338	31 968	170 306	..	..	..	..
Enseignement public	2004	13 698	11 115	24 813	4 888	402	5 290	30 103
	2005	18 286	16 911	35 197	7 402	751	8 153	43 350
	2006	19 905	17 277	37 183	..	..	..	..
	2007	18 856	20 354	39 210	..	..	..	..
Soins publics de santé et des services sociaux	2004	3 239	16 355	19 593	12 403	18 261	30 664	50 258
	2005	31 827	17 227	49 055	8 433	6 207	14 640	63 694
	2006	36 970	18 127	55 097	..	..	..	..
	2007	48 168	16 581	64 749	..	..	..	..
Entreprises publiques	**2004**	**106 704**	**10 737**	**117 441**	**2 991**	**2 130**	**5 122**	**122 562**
	2005	**71 329**	**15 853**	**87 182**	**3 791**	**3 152**	**6 943**	**94 125**
	2006	**62 441**	**14 318**	**76 759**	..	..	..	..
	2007	**63 289**	**11 930**	**75 219**	..	..	..	..
Entreprises publiques fédérales	2004	x	x	1 098	x	x	x	x
	2005	x	x	x	x	x	x	x
	2006	x	x	198	..	..	..	..
	2007	x	x	277	..	..	..	..
Entreprises publiques provinciales	2004	90 407	3 489	93 896	1 331	258	1 588	95 484
	2005	52 715	7 918	60 633	2 072	1 137	3 209	63 842
	2006	43 747	7 325	51 072	..	..	..	..
	2007	44 604	6 372	50 976	..	..	..	..
Entreprises publiques locales	2004	x	x	22 447	x	x	x	x
	2005	x	x	x	x	x	x	x
	2006	x	x	25 489	..	..	..	..
	2007	x	x	23 966	..	..	..	..
Total	**2004**	**285 670**	**108 744**	**394 414**	**49 772**	**31 196**	**80 969**	**475 382**
	2005	**502 972**	**139 753**	**642 725**	**44 246**	**13 866**	**58 112**	**700 837**
	2006	**341 493**	**143 856**	**485 349**	..	..	..	..
	2007	**379 813**	**176 974**	**556 787**	..	..	..	..

1. 2004-2005 : dépenses réelles; 2006 : dépenses réelles provisoires; 2007 : perspectives.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Division de l'investissement et du stock de capital.

CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent

Dépenses en immobilisation et en réparation, par secteur et sous-secteur du SCIAN[1], Conférence régionale des élus de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent, 2004-2007

Secteur et sous-secteur	Année[2]	Immobilisations			Réparations			Total
		Construction	Machines et équipement	Total	Construction	Machines et équipement	Total	
		k$						
Industrie primaire	**2004**	**18 437** [D]	**21 930** [D]	**40 367** [D]	**x** [D]	**x** [D]	**x** [D]	**x** [D]
	2005	**x** [D]	**29 037** [D]	**x** [D]	**10 881** [D]	**23 127** [D]	**34 008** [D]	**x** [D]
	2006	**x** [D]	**x** [D]	**x** [D]	..	..	..	..
	2007	**x** [D]	**x** [D]	**x** [D]	..	..	..	..
Agriculture, foresterie, pêche et chasse (11)	2004	18 437 [D]	21 930 [D]	40 367 [D]	11 290 [D]	24 536 [D]	35 826 [D]	76 193 [D]
	2005	15 663 [D]	29 037 [D]	44 700 [D]	10 881 [D]	23 127 [D]	34 008 [D]	78 708 [D]
	2006	15 557 [D]	27 916 [D]	43 473 [D]	..	..	..	..
	2007	15 519 [D]	28 172 [D]	43 691 [D]	..	..	..	..
Cultures agricoles (111)	2004	4 382 [D]	6 189 [D]	10 571 [D]	3 545 [D]	15 442 [D]	18 987 [D]	29 558 [D]
	2005	4 061 [D]	7 866 [D]	11 927 [D]	3 400 [D]	14 301 [D]	17 701 [D]	29 628 [D]
	2006	4 061 [D]	7 866 [D]	11 927 [D]	..	..	..	..
	2007	4 061 [D]	7 866 [D]	11 927 [D]	..	..	..	..
Élevage (112)	2004	14 017 [D]	15 241 [D]	29 257 [D]	7 745 [D]	7 196 [D]	14 940 [D]	44 198 [D]
	2005	11 371 [D]	19 540 [D]	30 911 [D]	7 367 [D]	6 663 [D]	14 030 [D]	44 941 [D]
	2006	11 371 [D]	19 547 [D]	30 918 [D]	..	..	..	..
	2007	11 371 [D]	19 554 [D]	30 925 [D]	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière (113)	2004	–	–	–	x	x	x	x
	2005	63 [D]	112 [D]	174 [D]	x [D]	x [D]	277 [D]	452 [D]
	2006	32 [D]	102 [D]	133 [D]	..	..	..	..
	2007	30 [D]	111 [D]	141 [D]	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie (115)	2004	38 [D]	500 [D]	539 [D]	x	x [C]	x [C]	x [C]
	2005	169 [D]	1 519 [D]	1 688 [D]	x [D]	x [B]	1 999 [C]	3 687 [C]
	2006	94 [D]	401 [D]	495 [D]	..	..	..	..
	2007	57 [D]	641 [D]	698 [D]	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz (21)	2004	– [B]	–	– [B]	x [A]	x	x [A]	x [B]
	2005	x [A]	– [D]	x [A]	– [D]	– [D]	– [D]	x [B]
	2006	x [D]	x [A]	x [C]	..	..	..	..
	2007	x [A]	x [A]	x [A]	..	..	..	..
Industrie secondaire	**2004**	**23 239** [B]	**122 512** [C]	**145 750** [C]	**8 444** [B]	**104 168** [B]	**112 612** [B]	**258 362** [B]
	2005	**22 500** [B]	**181 601** [C]	**204 101** [C]	**9 061** [B]	**104 018** [B]	**113 079** [B]	**317 180** [B]
	2006	**24 256** [B]	**154 579** [B]	**178 834** [B]	..	..	..	..
	2007	**30 048** [B]	**140 298** [B]	**170 346** [B]	..	..	..	..
Fabrication d'aliments (311)	2004	6 715 [B]	4 445 [B]	11 159 [B]	311 [B]	2 513 [B]	2 825 [B]	13 984 [B]
	2005	4 977 [B]	5 639 [B]	10 617 [B]	382 [B]	2 741 [B]	3 124 [B]	13 741 [B]
	2006	x [A]	x [B]	13 537 [B]	..	..	..	..
	2007	x [A]	x [B]	19 953 [B]	..	..	..	..
Fabrication de boissons, de tabac et de produits en cuir et analogues (312, 316)	2004	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]
	2005	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]
	2006	x [D]	x [D]	x [D]	..	..	..	..
	2007	x [D]	x [D]	x [D]	..	..	..	..
Usines de textiles (313)	2004	71 [B]	x [A]	x [A]	154 [B]	2 933 [C]	3 087 [C]	x [B]
	2005	x [A]	x [B]	x [B]	71 [C]	1 397 [B]	1 468 [B]	x [B]
	2006	86 [C]	1 114 [B]	1 200 [B]	..	..	..	..
	2007	x [D]	x [C]	x [C]	..	..	..	..
Usines de produits textiles (314)	2004	3 [C]	32 [C]	35 [C]	— [B]	2 [B]	3 [B]	38 [C]
	2005	x [D]	x [C]	27 [C]	x [B]	x [A]	x [A]	x [B]
	2006	x [D]	x [B]	30 [B]	..	..	..	..
	2007	x [D]	x [A]	x [A]	..	..	..	..

Fabrication de vêtements	2004	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]
(315)	2005	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]
	2006	x [D]	x [D]	x [D]	..	..	..	..
	2007	x [D]	x [D]	x [D]	..	..	..	..
Fabrication de produits en bois	2004	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]
(321)	2005	x [D]	x [D]	x [D]	372 [C]	5 859 [C]	6 230 [C]	x [D]
	2006	x [D]	x [D]	x [D]	..	..	..	..
	2007	x [C]	x [D]	x [D]	..	..	..	..
Fabrication du papier	2004	323 [B]	1 845 [D]	2 169 [D]	104 [C]	1 245 [D]	1 348 [D]	3 517 [D]
(322)	2005	87 [B]	1 951 [D]	2 038 [D]	42 [D]	855 [D]	897 [D]	2 935 [D]
	2006	22 [C]	2 052 [D]	2 074 [D]	..	..	..	..
	2007	x [B]	x [D]	2 465 [D]	..	..	..	..
Impression et activités	2004	374 [D]	4 464 [B]	4 838 [B]	16 [B]	x [A]	x [A]	x [B]
connexes de soutien	2005	35 [D]	x [A]	x [A]	35 [C]	x [A]	x [A]	x [A]
(323)	2006	48 [B]	x [A]	x [A]	..	..	..	..
	2007	70 [C]	815 [B]	885 [B]	..	..	..	..
Fabrication de produits	2004	x [C]	x [D]	10 202 [C]	1 202 [C]	5 289 [B]	6 491 [B]	16 693 [C]
chimiques	2005	1 084 [A]	7 532 [B]	8 617 [B]	943 [C]	4 017 [A]	4 961 [B]	x [B]
(325)	2006	3 089 [A]	4 175 [B]	7 263 [A]	..	..	..	..
	2007	x [C]	x [B]	6 713 [B]	..	..	..	..
Fabrication de produits en	2004	377 [B]	9 519 [C]	9 896 [C]	x [A]	x [B]	13 003 [B]	22 899 [B]
caoutchouc et en plastique	2005	1 980 [B]	9 300 [B]	11 279 [B]	1 414 [C]	13 167 [B]	14 582 [B]	25 861 [B]
(326)	2006	x [A]	x [B]	7 761 [B]	..	..	..	..
	2007	x [A]	x [B]	7 832 [B]	..	..	..	..
Première transformation	2004	x [A]	x [A]	x [A]	x [A]	x [A]	x [A]	x [A]
des métaux	2005	x [A]	x [A]	x [A]	x [A]	x [A]	x [A]	x [A]
(331)	2006	x [A]	x [A]	x [A]	..	..	..	..
	2007	x [A]	x [A]	x [A]	..	..	..	..
Fabrication de produits	2004	x [D]	x [B]	9 592 [B]	854 [C]	x [A]	x [A]	x [B]
métalliques	2005	x [D]	x [D]	x [D]	722 [C]	3 802 [B]	4 524 [B]	x [C]
(332)	2006	413 [C]	10 950 [C]	11 363 [C]	..	..	..	..
	2007	x [D]	x [C]	11 353 [C]	..	..	..	..
Fabrication de machines	2004	181 [B]	6 401 [C]	6 582 [C]	561 [B]	3 674 [C]	4 235 [C]	10 817 [C]
(333)	2005	262 [B]	4 953 [C]	5 216 [C]	645 [B]	2 440 [B]	3 086 [B]	8 302 [C]
	2006	584 [B]	11 061 [B]	11 645 [B]	..	..	..	..
	2007	353 [C]	11 171 [B]	11 524 [B]	..	..	..	..
Fab. de prod. informatiques et él	2004	x [A]	x [A]	x [A]	x [A]	x [A]	x [A]	x [A]
et fab. de matériels, d'appareils é	2005	59 [B]	1 744 [B]	1 804 [B]	161 [B]	463 [B]	624 [B]	2 428 [B]
composantes électriques (334, 3	2006	x [A]	x [A]	x [A]	..	..	..	..
	2007	x [A]	x [B]	1 533 [B]	..	..	..	..
Fabrication de matériel	2004	x [A]	x [B]	649 [B]	x [A]	x [B]	x [A]	x [A]
de transport	2005	18 [B]	686 [B]	704 [B]	x [A]	x [A]	x [A]	x [B]
(336)	2006	133 [B]	1 593 [B]	1 726 [B]	..	..	..	..
	2007	225 [B]	725 [B]	949 [B]	..	..	..	..
Fabrication de meubles	2004	x [D]	x [D]	x [D]	x [B]	x [D]	x [D]	x [D]
et de produits connexes	2005	x [D]	x [D]	x [D]	x [C]	x [D]	x [D]	x [D]
(337)	2006	x [D]	x [D]	x [D]	..	..	..	..
	2007	x [D]	x [D]	x [D]	..	..	..	..
Autres sous-secteurs	2004	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]
(230, 324, 327, 339)	2005	9 855 [D]	109 515 [D]	119 370 [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]
	2006	7 785 [D]	67 955 [D]	75 740 [D]	..	..	..	..
	2007	7 994 [D]	63 496 [D]	71 490 [D]	..	..	..	..
Industrie tertiaire	**2004**	**268 498 [D]**	**444 972 [D]**	**713 470 [D]**	**57 065 [D]**	**72 364 [D]**	**129 430 [D]**	**842 900 [D]**
	2005	**416 771 [C]**	**689 610 [D]**	**1 106 381 [D]**	**70 246 [D]**	**86 185 [D]**	**156 432 [D]**	**1 262 812 [D]**
	2006	**359 755 [C]**	**530 480 [D]**	**890 235 [D]**	..	..	..	..
	2007	**499 195 [D]**	**557 759 [D]**	**1 056 954 [D]**	..	..	..	..
Services publics	2004	70 490 [D]	5 059 [D]	75 549 [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]
(22)	2005	55 079 [D]	9 301 [D]	64 380 [D]	x [D]	x [D]	x [D]	x [D]
	2006	45 931 [D]	7 544 [D]	53 475 [D]	..	..	..	..
	2007	46 335 [D]	6 217 [D]	52 552 [D]	..	..	..	..

Commerce	2004	25 316 D	44 287 D	69 604 D	3 612 D	7 682 D	11 294 D	80 898 D
(41, 44, 45)	2005	72 957 D	82 688 D	155 645 D	8 278 D	14 075 D	22 353 D	177 998 D
	2006	77 164 C	100 467 D	177 632 C	..	..	..	..
	2007	111 586 C	102 520 D	214 106 C	..	..	..	..
Transport et entreposage	2004	15 367 D	13 517 D	28 884 D	2 581 D	14 004 D	16 585 D	45 469 D
(48, 49)	2005	12 543 D	20 925 D	33 468 D	4 769 D	22 575 D	27 344 D	60 812 D
	2006	14 304 D	15 583 C	29 887 C	..	..	..	..
	2007	14 742 D	13 719 D	28 461 D	..	..	..	..
Industrie de l'information	2004	11 304 D	37 123 D	48 428 D	3 018 D	8 134 D	11 152 D	59 580 D
et industrie culturelle	2005	14 867 D	36 994 D	51 861 D	2 125 D	7 495 D	9 619 D	61 480 D
(51)	2006	7 844 D	37 204 D	45 048 D	..	..	..	..
	2007	7 601 D	38 109 D	45 710 D	..	..	..	..
Finance et assurances, services	2004	40 387 D	244 156 D	284 543 D	6 638 D	13 047 D	19 684 D	304 227 D
immobiliers et services de locatic	2005	66 649 D	386 387 D	453 037 D	13 756 D	14 996 C	28 751 C	481 788 D
et de location à bail (52, 53)	2006	39 909 D	248 993 D	288 902 D	..	..	..	..
	2007	97 656 C	252 800 D	350 456 D	..	..	..	..
Services professionnels scientifi	2004	2 084 D	29 068 D	31 151 D	901 D	3 285 D	4 186 D	35 337 D
et techniques et gestion de socié	2005	x D	x D	x D	595 D	5 099 D	5 694 D	x D
et d'entreprises (54, 55)	2006	x D	x D	x D	..	..	..	..
	2007	1 626 C	26 034 D	27 661 D	..	..	..	..
Services administratifs, services	2004	810 C	7 219 C	8 030 C	x D	x D	x D	x D
services de gestion des déchets	2005	x A	x C	x B	x D	x D	x D	x C
et sevices d'assainissement (56)	2006	x B	x D	x C	..	..	..	..
	2007	1 899 B	7 508 D	9 407 C	..	..	..	..
Services d'enseignement	2004	11 421 D	8 982 D	20 403 D	4 949 D	1 025 C	5 974 D	26 377 D
(61)	2005	22 839 D	14 164 D	37 003 D	7 210 D	964 D	8 174 D	45 177 D
	2006	28 941 D	14 330 D	43 271 D	..	..	..	..
	2007	17 481 D	17 176 D	34 658 D	..	..	..	..
Soins de santé et	2004	2 851 D	14 839 D	17 689 D	10 903 D	16 091 D	26 994 D	44 683 D
assistance sociale	2005	23 862 D	13 609 D	37 471 D	6 515 D	5 172 D	11 688 D	49 158 D
(62)	2006	4 372 D	8 582 D	12 954 D	..	..	..	..
	2007	5 644 D	7 871 D	13 515 D	..	..	..	..
Hébergement et	2004	8 171 D	6 358 D	14 529 D	2 658 D	1 916 D	4 573 D	19 102 D
services de restauration	2005	14 360 D	13 408 D	27 769 D	4 606 D	3 861 D	8 468 D	36 236 D
(72)	2006	13 151 D	8 568 D	21 719 D	..	..	..	..
	2007	13 305 D	8 996 D	22 301 D	..	..	..	..
Autres services, sauf les	2004	4 038 C	8 726 D	12 763 D	2 087 D	2 676 D	4 763 D	17 527 D
administrations publiques	2005	4 673 B	16 859 D	21 532 C	2 638 D	4 007 D	6 646 D	28 178 C
(71, 81)	2006	5 320 D	13 874 D	19 194 D	..	..	..	..
	2007	5 636 C	10 112 D	15 748 D	..	..	..	..
Administrations publiques	2004	76 258 C	25 637 D	101 895 C	18 358 D	1 628 A	19 986 D	121 881 C
(91)	2005	124 254 C	40 930 D	165 184 C	17 093 D	2 225 C	19 318 D	184 502 C
	2006	119 923 C	43 868 D	163 791 C	..	..	..	..
	2007	175 683 C	66 697 D	242 380 D	..	..	..	..
Logement	**2004**	**1 355 886 D**	**–**	**1 355 886 D**	**197 917 D**	**–**	**197 917 D**	**1 553 803 D**
	2005	**1 340 651 D**	**–**	**1 340 651 D**	**205 131 D**	**–**	**205 131 D**	**1 545 782 D**
	2006	**1 339 298 D**	**–**	**1 339 298 D**	..	..	..	..
	2007	**1 348 035 D**	**–**	**1 348 035 D**	..	–	..	..
Total	**2004**	**1 666 059 D**	**589 414 D**	**2 255 473 D**	**274 716 D**	**201 068 C**	**475 784 C**	**2 731 257 D**
	2005	**1 795 585 D**	**900 248 D**	**2 695 833 D**	**295 319 D**	**213 330 C**	**508 649 C**	**3 204 482 D**
	2006	**1 738 866 D**	**712 975 D**	**2 451 840 D**	..	..	..	..
	2007	**1 892 796 D**	**726 229 D**	**2 619 026 D**	..	..	..	..

1. Statistique Canada, *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, Canada 2002*.

2. 2004-2005 : dépenses réelles; 2006 : déperses réelles provisoires; 2007 : perspectives.

Poids d'allocateur se situant > A : entre 0 et 24,9%; B : entre 25 et 49,9%; C : entre 50 et 74,9%; D : à plus de 75%.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Division de l'investissement et du stock de capital.

Dépenses en immobilisation et en réparation par type d'organisme du secteur public, Conférence régionale des élus de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent, 2004-2007

Organisme	Année[1]	Immobilisations			Réparations			Total
		Construction	Machines et équipement	Total	Construction	Machines et équipement	Total	
		k$						
Administration publique	**2004**	**109 295**	**59 400**	**168 695**	**41 585**	**20 195**	**61 780**	**230 475**
	2005	**204 066**	**90 094**	**294 161**	**39 832**	**9 778**	**49 610**	**343 771**
	2006	**202 875**	**95 325**	**298 200**	..	..	..	..
	2007	**289 166**	**130 111**	**419 278**	..	..	..	..
Gouvernement fédéral	2004	1 206	31 730	32 937	462	338	800	33 736
	2005	4 484	55 893	60 376	1 896	509	2 405	62 782
	2006	2 842	60 862	63 705	..	..	..	..
	2007	3 140	88 659	91 798	..	..	..	..
Gouvernement provincial	2004	43 824	409	44 233	11 960	1 247	13 207	57 440
	2005	81 600	137	81 737	6 440	2 059	8 499	90 236
	2006	72 211	1 661	73 871	..	..	..	..
	2007	106 163	5 874	112 038	..	..	..	..
Gouvernements locaux	2004	51 340	3 697	55 037	12 596	343	12 939	67 976
	2005	71 399	3 508	74 907	16 200	461	16 661	91 568
	2006	75 352	1 312	76 665	..	..	..	..
	2007	117 596	2 710	120 307	..	..	..	..
Enseignement public	2004	9 740	7 484	17 223	4 372	312	4 683	21 907
	2005	15 289	13 618	28 906	7 005	645	7 650	36 556
	2006	16 118	13 665	29 784	..	..	..	..
	2007	14 905	16 564	31 469	..	..	..	..
Soins publics de santé et des services sociaux	2004	3 185	16 081	19 266	12 196	17 956	30 151	49 417
	2005	31 295	16 939	48 234	8 292	6 103	14 395	62 629
	2006	36 352	17 824	54 176	..	..	..	..
	2007	47 362	16 304	63 666	..	..	..	..
Entreprises publiques	**2004**	**105 475**	**5 818**	**111 293**	**2 308**	**282**	**2 590**	**113 883**
	2005	**69 594**	**10 946**	**80 539**	**3 231**	**1 150**	**4 381**	**84 920**
	2006	**60 556**	**9 888**	**70 445**	..	..	..	..
	2007	**61 038**	**9 063**	**70 101**	..	..	..	..
Entreprises publiques fédérales	2004	x	x	1 079	x	x	x	x
	2005	x	x	x	x	x	x	x
	2006	x	x	195	..	..	..	..
	2007	x	x	272	..	..	..	..
Entreprises publiques provinciales	2004	89 790	3 815	93 606	1 553	280	1 834	95 439
	2005	51 833	7 849	59 682	2 262	1 147	3 408	63 090
	2006	43 015	7 415	50 430	..	..	..	..
	2007	43 858	6 404	50 262	..	..	..	..
Entreprises publiques locales	2004	x	x	16 608	x	x	x	x
	2005	x	x	x	x	x	x	x
	2006	x	x	19 819	..	..	..	..
	2007	x	x	19 566	..	..	..	..
Total	**2004**	**214 770**	**65 218**	**279 988**	**43 893**	**20 477**	**64 370**	**344 358**
	2005	**273 660**	**101 040**	**374 700**	**43 063**	**10 927**	**53 991**	**428 691**
	2006	**263 432**	**105 214**	**368 645**	..	..	..	..
	2007	**350 204**	**139 174**	**489 379**	..	..	..	..

1. 2004-2005 : dépenses réelles; 2006 : dépenses réelles provisoires; 2007 : perspectives.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Division de l'investissement et du stock de capital.

Annexe 3 – Tableau résumé

Dépenses en immobilisation des CRÉ de la Montérégie, tableau résumé, 2004-2007

	2004	2005	2006	2007	Moyenne	Poids
			k $			%
Dépenses immobilisation, ensemble des secteurs						
Montérégie	**8 982 772**	**9 194 407**	**9 529 345**	**9 834 463**	**9 385 247**	...
CRÉ Montérégie Est	4 729 936	3 948 066	4 312 262	4 323 646	4 328 478	46,1
CRÉ Longueuil	1 997 363	2 550 508	2 765 243	2 891 791	2 551 226	27,2
CRÉ Vallée du Haut-Saint-Laurent	2 255 473	2 695 833	2 451 840	2 619 026	2 505 543	26,7
Dépenses immobilisation, secteur privé non résidentiel						
Montérégie	**4 135 651**	**3 782 154**	**4 230 658**	**4 158 127**	**4 076 648**	...
CRÉ Montérégie Est	2 646 360	1 752 278	2 064 390	1 904 628	2 091 914	51,3
CRÉ Longueuil	869 692	1 049 394	1 422 371	1 471 887	1 203 336	29,5
CRÉ Vallée du Haut-Saint-Laurent	619 599	980 482	743 897	781 612	781 398	19,2
Dépenses immobilisation, secteur de l'agriculture, foresterie, pêche et chasse						
Montérégie	**153 409**	**157 969**	**155 324**	**156 144**	**155 712**	...
CRÉ Montérégie Est	111 115	110 304	109 030	109 589	110 010	70,6
CRÉ Longueuil	1 927	2 965	2 821	2 864	2 644	1,7
CRÉ Vallée du Haut-Saint-Laurent	40 367	44 700	43 473	43 691	43 058	27,7
Dépenses immobilisation, industrie secondaire						
Montérégie	**1 039 018**	**923 070**	**1 164 491**	**1 027 733**	**1 038 578**	...
CRÉ Montérégie Est	715 848	528 928	744 022	636 024	656 206	63,2
CRÉ Longueuil	177 420	190 041	241 635	221 363	207 615	20,0
CRÉ Vallée du Haut-Saint-Laurent	145 750	204 101	178 834	170 346	174 758	16,8
Dépenses immobilisation, industrie tertiaire						
Montérégie	**4 027 440**	**4 249 925**	**4 349 977**	**4 765 818**	**4 348 290**	...
CRÉ Montérégie Est	2 232 860	1 644 498	1 796 554	1 904 531	1 894 611	43,6
CRÉ Longueuil	1 081 110	1 499 046	1 663 188	1 804 333	1 511 919	34,8
CRÉ Vallée du Haut-Saint-Laurent	713 470	1 106 381	890 235	1 056 954	941 760	21,7
Dépenses immobilisation, secteur du logement						
Montérégie	**3 759 255**	**3 863 376**	**3 859 477**	**3 884 654**	**3 841 691**	...
CRÉ Montérégie Est	1 670 112	1 664 336	1 662 656	1 673 502	1 667 652	43,4
CRÉ Longueuil	733 257	858 389	857 523	863 117	828 072	21,6
CRÉ Vallée du Haut-Saint-Laurent	1 355 886	1 340 651	1 339 298	1 348 035	1 345 968	35,0

1. 2004-2005 : dépenses réelles; 2006 : dépenses réelles provisoires; 2007 : perspectives.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Division de l'investissement et du stock de capital.

« L'Institut a pour mission de fournir des informations statistiques qui soient fiables et objectives sur la situation du Québec quant à tous les aspects de la société québécoise pour lesquels de telles informations sont pertinentes. L'Institut constitue le lieu privilégié de production et de diffusion de l'information statistique pour les ministères et organismes du gouvernement, sauf à l'égard d'une telle information que ceux-ci produisent à des fins administratives. Il est le responsable de la réalisation de toutes les enquêtes statistiques d'intérêt général. »

Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (L.R.Q.,c. I-13.011) adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 19 juin 1998.

Institut de la statistique Québec